

INFORMATIONS
PARLEMENTAIRES
51e législature



du 13/03/2006 au 17/03/2006

94

Pour de plus amples informations, surfez sur :

www.lachambre.be

Informations Parlementaires est le bulletin de la Chambre des représentants de Belgique et décrit les activités qui s'y sont déroulées au cours de la semaine écoulée (du jeudi au jeudi). Il paraît chaque semaine en français et en néerlandais, sauf pendant les vacances parlementaires.

Informations Parlementaires est adressé à toute personne qui en fait la demande.

Le prix de l'abonnement s'élève à 13,00€) par année parlementaire (du deuxième mardi d'octobre au deuxième mardi d'octobre de l'année suivante). Le montant doit être versé sur le compte n° **000-1648428-10 de la "Chambre des représentants publications à 1008 Bruxelles".**

Le bulletin paraît en néerlandais sous le titre de **Parlementaire mededelingen** ; l'abonnement aux deux versions s'élève à 26,00 €.

Cette publication est entièrement réalisée par les services de la Chambre.

coordination et rédaction : Service des Relations publiques et internationales

tél : 02/549.81.77 - 02/549.80.80

fax : 02/549.83.02

E-mail : pri@lachambre.be

lay-out : PRI

impression : Imprimerie de la Chambre

adresse postale : Chambre des représentants de Belgique
B - 1008 BRUXELLES

entrée visiteurs : 13, rue de Louvain - Bruxelles

éditeur responsable : le secrétaire général de la Chambre



Table des matières

COMMISSIONS

Réunions de commissions	3
-------------------------	---

SÉANCE PLÉNIÈRE

Projets et propositions de loi	35
Questions orales	37
Votes nominatifs sur les motions	39

QUESTIONS ÉCRITES

41

RELATIONS PUBLIQUES

45

RELATIONS INTERNATIONALES

49

COMMUNIQUÉS DE PRESSE

51

PUBLICATIONS

53

CONSEIL DES MINISTRES

55

ANNEXES

Demandes d'interpellations	59
Projets de loi, propositions et rapports de commission	61
Avis du Conseil d'Etat	63
Cour d'arbitrage	65
Assemblées parlementaires internationales	67

ADDENDA

Agenda des séances plénières et des réunions de commissions	71
Tableau d'avancement des travaux législatifs	



SEMAINE DU 13 MARS AU 17 MARS 2006



COMMISSIONS

Fonds de survie

GROUPE DE TRAVAIL « FONDS BELGE DE SURVIE »

Président : M. Patrick Moriau

➤ **VENDREDI 10 MARS 2006**

1. Rapport de la mission du groupe de travail au Niger en 2005.
 2. Etat de la crise alimentaire au Niger (situation actualisée).
 3. Evaluation des partenariats du Fonds belge de survie (validation des termes de référence; résumé de la concertation du 9 mars 2006).
 4. Rapport 1999-2005 du Fonds belge de survie et programme 2006.
 5. Présentation globale des rapports d'évaluation réalisés en 2005.
 6. Recommandations.
- Un échange de vues a eu lieu. Sont intervenus : Mmes Hilde Vautmans, Maya Detiège et Muriel Gerkens et M. Francis Van den Eynde.

Mondialisation

COMMISSION SPÉCIALE « MONDIALISATION »

Président : M. Dirk Van der Maelen

➤ **LUNDI 13 MARS 2006**

(Réunion commune avec la commission homologue du Sénat)

Le rôle joué par les institutions financières internationales dans le cadre de la politique de développement.

Audition de :

- M. Didier Reynders, vice-premier ministre et ministre des Finances.
 - M. Armand De Decker, ministre de la Coopération au Développement.
- Rapporteurs : Mmes Valérie De Bue et Olga Zrihen (S).
- Echange de vues.



Groupe de travail « Constitution »

GROUPE DE TRAVAIL CHARGÉ DE L'EXAMEN DU TITRE II DE LA CONSTITUTION

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ **LUNDI 13 MARS 2006**

Deuxième thème de réflexion : les droits fondamentaux garantis par la Constitution au regard des instruments internationaux de protection des droits fondamentaux.

(Continuation). (Rapporteurs : Mme Hilde Claes et M. Jean-Jacques Viseur).

- L'examen de la note des experts a été poursuivi.

Prochaine réunion : lundi 24 avril 2006.

Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ **MARDI 14 MARS 2006**

1. Question de M. Hendrik Bogaert à la vice-première ministre et ministre du Budget et de la Protection de la consommation sur "la croissance de la dette publique" (n° 10675).

- La vice-première ministre et ministre du Budget et de la Protection de la consommation a répondu.

2. Question de M. Hendrik Bogaert à la vice-première ministre et ministre du Budget et de la Protection de la consommation sur "le versement de dotations aux Régions et aux Communautés" (n° 10676).

- La vice-première ministre et ministre du Budget et de la Protection de la consommation a répondu.

3. Question de M. Hendrik Bogaert à la vice-première ministre et ministre du Budget et de la Protection de la consommation sur "les écotaxes" (n° 10800).

- La vice-première ministre et ministre du Budget et de la Protection de la consommation a répondu.

4. Question de M. Hendrik Bogaert à la vice-première ministre et ministre du Budget et de la Protection de la consommation sur "les taux d'intérêts estimés par le Bureau fédéral du Plan" (n° 10801).

- La vice-première ministre et ministre du Budget et de la Protection de la consommation a répondu.



5. Question de M. Hendrik Bogaert à la vice-première ministre et ministre du Budget et de la Protection de la consommation sur "la redevance sur les sites d'électricité inexploités" (n° 10802).

- La vice-première ministre et ministre du Budget et de la Protection de la consommation a répondu.

➤ **MERCREDI 15 MARS 2006**

1. Question de Mme Nahima Lanjri au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "l'augmentation de la réduction d'impôt dans le cadre de l'action positive des grandes villes" (n° 10618).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances a répondu.

2. Question de M. Servais Verherstraeten au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "l'absence de cabines d'interprétation au palais de justice d'Anvers" (n° 10627).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances a répondu.

3. Question de M. Servais Verherstraeten au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "le déménagement de fonctionnaires de la tour des Finances" (n° 10631).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances a répondu.

4. Questions jointes :

- Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "le rapport de la Cour des comptes relatif à l'organisation de la direction nationale de recherche de l'AFER" (n° 10653).

- Question de M. Luk Van Biesen au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "l'organisation de l'Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus" (n° 10678).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances a répondu.

5. Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "les activités de contrôle électronique du centre de contrôle Bruxelles 4" (n° 10679).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances a répondu.

6. Question de Mme Marleen Govaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la régularisation fiscale" (n° 10699).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances a répondu.

7. Question de M. Jacques Chabot au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "l'option à effectuer pour l'année du décès d'un des conjoints ou d'un des cohabitants légaux" (n° 10704).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances a répondu.



8. Question de M. Jacques Chabot au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la position administrative relative aux déplacements domicile/lieu de travail" (n° 10705).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances a répondu.

9. Question de M. Jacques Chabot au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la nécessité d'une coordination fiscale européenne en matière d'imposition des bénéfices" (n° 10706).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances a répondu.

10. Question de M. Jacques Chabot au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "les frais de déplacement du domicile au lieu de travail pour les membres du personnel des SPF et leur aspect fiscal" (n° 10707).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances a répondu.

11. Question de M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la réorganisation du secteur de l'eau" (n° 10735).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances a répondu.

12. Question de M. Benoît Drèze au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "le montant forfaitaire de frais professionnels déductible des rémunérations octroyées aux bourgmestres, échevins et présidents de CPAS" (n° 10756).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances a répondu.

13. Question de Mme Trees Pieters au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la restitution d'accises par les distributeurs de combustibles pour les livraisons aux utilisateurs finaux qui bénéficient d'une exonération partielle ou totale d'accises" (n° 10766).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances a répondu.

14. Question de M. Servais Verherstraeten au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la construction et la vente du palais de Justice d'Anvers" (n° 10777).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances a répondu.

15. Question de M. Servais Verherstraeten au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "les travaux de restauration du tribunal de police de Turnhout" (n° 10778).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances a répondu.

16. Interpellation de M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "le contrôle budgétaire 2006" (n° 819).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances a répondu.

- Aucune motion n'a été déposée.



17. Question de M. Bart Tommelein au vice-premier ministre et ministre des Finances sur “les effets négatifs sur les revenus des travailleurs frontaliers belges aux Pays-Bas de la convention préventive de la double imposition” (n° 10821).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances a répondu.

18. Question de M. Bart Tommelein au vice-premier ministre et ministre des Finances sur “la publication de la déclaration en matière d’impôts des personnes physiques pour l’exercice d’imposition 2006” (n° 10823).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances a répondu.

19. Question de M. Benoît Drèze au vice-premier ministre et ministre des Finances sur “l’enrôlement et la perception des additionnels communaux par le SPF Finances” (n° 10828).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances a répondu.

20. Questions jointes :

- Question de M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre des Finances sur “les réformes fiscales annoncées” (n° 10830).
- Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur “les projets concernant une deuxième réforme fiscale” (n° 10846).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances a répondu.

21. Question de M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre des Finances sur “la remise sur la facture de gaz” (n° 10831).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances a répondu.

22. Question de M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre des Finances sur “le coût réel de la réduction sur les factures de mazout” (n° 10832).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances a répondu.

23. Question de M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre des Finances sur “les recettes fiscales supplémentaires” (n° 10833).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances a répondu.

24. Question de M. Melchior Wathelet au vice-premier ministre et ministre des Finances sur “la conformité de la limitation de la déduction des revenus définitivement taxés au bénéfice imposable à la directive 90/435/CEE” (n° 10840).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances a répondu.



25. Projet de loi relatif aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, n°s 2237/1 à 5. (Rapporteur : Mme Anne-Marie Baeke).

(Renvoyé en commission : séance plénière du 8 mars 2006).

Amendement de M. De Croo

- L'amendement n° 12 a été adopté par 8 voix contre 3.

- L'article 1^{er}, tel qu'amendé, a été adopté par 9 voix contre 3.

- L'ensemble du projet de loi, tel qu'amendé, a été adopté par 9 voix et 3 abstentions.

26. Projet de loi contenant le règlement définitif des budgets des services d'administration générale de l'Etat pour l'année 2004 et des Services de l'Etat à gestion séparée pour des années précédentes, n° 2307/1.

- Les articles 1^{er} à 24 ont été adoptés.

- L'ensemble du projet de loi a été adopté par 10 voix et 2 abstentions, sans rapport.

27. Projet de loi portant des dispositions fiscales diverses en matière de revenus mobiliers, n° 2323/1.

- Rapporteur : Mme Annemie Roppe.

- Un amendement a été déposé par le gouvernement.

- L'amendement a été adopté à l'unanimité.

- Les articles 1^{er} à 14, ainsi que l'ensemble du projet de loi, tel qu'amendé, ont été adoptés à l'unanimité.

Prochaine réunion : mardi 21 mars 2006.

Affaires sociales

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Président : M. Hans Bonte

➤ **MARDI 14 MARS 2006**

1. Question de M. François-Xavier de Donnea au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions sur "la régularisation des années d'étude pour le calcul des pensions" (n° 10220).

- Le ministre de l'Environnement et ministre des Pensions a répondu.

2. Question de M. Theo Kelchtermans au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions sur "la pension de certaines veuves de pilotes" (n° 10373).

- Le ministre de l'Environnement et ministre des Pensions a répondu.

3. Question de Mme Nathalie Muylle au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions sur "la bonification de diplôme pour le personnel infirmier" (n° 10494).

- Le ministre de l'Environnement et ministre des Pensions a répondu.



4. Question de Mme Greta D'hondt au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions sur "les pensions des membres du personnel des centres d'encadrement des élèves (CEE)" (n° 10577).

- Le ministre de l'Environnement et ministre des Pensions a répondu.

5. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de l'Emploi sur "la clé de répartition applicable au coût salarial des agents d'une ALE agréée en tant qu'entreprise de services" (n° 10517).

- Le ministre de l'Emploi a répondu.

6. Question de M. Benoît Drèze au ministre de l'Emploi sur "l'efficacité des conventions de premier emploi" (n° 10534).

- Le ministre de l'Emploi a répondu.

7. Question de M. Benoît Drèze au ministre de l'Emploi sur "l'inventaire des mesures en faveur de l'emploi" (n° 10535).

- Le ministre de l'Emploi a répondu.

8. Question de Mme Véronique Ghenne au ministre de l'Emploi sur "la transposition de la directive 2002/73/CE relative à l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes en matière d'emploi" (n° 10563).

- Le ministre de l'Emploi a répondu.

9. Question de M. Benoît Drèze au ministre de l'Emploi sur "le débat sur la compétitivité" (n° 10655).

- Le ministre de l'Emploi a répondu.

10. Questions jointes :

- Question de M. Benoît Drèze au ministre de l'Emploi sur "la mise en oeuvre du Pacte de solidarité entre générations" (n° 10662).

- Question de M. Jean-Marc Delizée au ministre de l'Emploi sur "la gestion active des restructurations dans le cadre du Pacte de solidarité entre les générations" (n° 10683).

- Question de M. Jean-Marc Delizée au ministre de l'Emploi sur "le droit à l'indemnité de reclassement et les sanctions à l'encontre des travailleurs qui ne fournissent pas suffisamment d'efforts au sein d'une cellule pour l'emploi créée dans le cadre d'une restructuration d'entreprise" (n° 10708).

- Le ministre de l'Emploi a répondu.

11. Question de M. Benoît Drèze au ministre de l'Emploi sur "l'octroi d'allocations de chômage aux participants à une formation comme indépendant" (n° 10731).

- Le ministre de l'Emploi a répondu.



12. Question de M. Bart Tommelein au ministre de l'Emploi sur "l'emploi dans les stations balnéaires le dimanche" (n° 10737).

- Le ministre de l'Emploi a répondu.

13. Question de Mme Annemie Turtelboom au ministre de l'Emploi sur "la directive européenne 'Posting'" (n° 10738).

- Le ministre de l'Emploi a répondu.

14. Question de Mme Annemie Turtelboom au ministre de l'Emploi sur "l'extension du système de la responsabilité en chaîne" (n° 10739).

- Le ministre de l'Emploi a répondu.

15. Question de Mme Greta D'Hondt au ministre de l'Emploi sur "les services d'inspection sociale" (n° 10812).

- Le ministre de l'Emploi a répondu.

➤ **MERCREDI 15 MARS 2006**

1. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu à la secrétaire d'État au Développement durable et à l'Économie sociale, adjointe à la ministre du Budget et de la Protection de la consommation sur "la mesure dans laquelle les initiatives fédérales bénéficient aux ateliers protégés" (n° 10594).

- La secrétaire d'État au Développement durable et à l'Économie sociale, adjointe à la ministre du Budget et de la Protection de la consommation a répondu.

2. Projet de loi portant assentiment à l'Accord de coopération du 30 mai 2005 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone relatif à l'économie plurielle, n° 2250/1.

- Rapporteur : Mme Nahima Lanjri.
- Exposé introductif de la secrétaire d'État au Développement durable et à l'Économie sociale, adjointe à la ministre du Budget et de la Protection de la consommation.
- La discussion générale a eu lieu. Sont intervenus : MM. Benoît Drèze et Guy D'haeseleer et Mmes Nahima Lanjri et Annemie Turtelboom.
- Les articles ont été adoptés.
- L'ensemble du projet de loi a été adopté à l'unanimité.

3. Question de M. Benoît Drèze au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "de nouvelles propositions en matière de lutte contre les pièges à l'emploi" (n° 10326).

- Le ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

4. Question de M. Benoît Drèze au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la possibilité de partenariats entre mutualités et compagnies agroalimentaires" (n° 10362).

- Le ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.



5. Question de Mme Trees Pieters au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "l'allocation forfaitaire allouée aux travailleurs indépendants invalides" (n° 10501).

- Le ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

6. Question de Mme Maggie De Block au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les indemnités journalières accordées dans le cadre du télétravail" (n° 10574).

- Le ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

7. Question de Mme Annemie Turtelboom au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le contrôle des formulaires E101 et des travailleurs étrangers originaires de huit nouveaux États membres de l'Union européenne" (n° 10607).

- Le ministre des Affaires sociales et de la Santé publique transmettra une réponse écrite.

8. Question de Mme Hilde Dierickx au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le spot télévisé relatif à la Sécurité sociale" (n° 10637).

- Le ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

9. Question de M. Benoît Drèze au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le remboursement de prothèses coûteuses" (n° 10796).

- Le ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

10. Question de M. Benoît Drèze au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "l'arrêt du Conseil d'Etat concernant les conditions d'obtention du subside pour les structures de soins infirmiers à domicile" (n° 10814).

- Le ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

11. Question de Mme Greta D'hondt au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la mise en oeuvre de la loi relative aux volontaires" (n° 10834).

- Le ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

12. Question de Mme Maggie De Block au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la mise en oeuvre du dernier accord social relatif au secteur des maisons de repos" (n° 10839).

- Le ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

Prochaine réunion : mardi 21 mars 2006.



Relations extérieures

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Président : *M. Hendrik Daems*

➤ **MARDI 14 MARS 2006**

(Réunion commune avec la commission des Relations extérieures et de la Défense du Sénat)

1. Les élections en République démocratique du Congo.

- Audition de M. Jean-Michel Dumont, conseiller "Elections" à la Délégation de la Commission européenne en République démocratique du Congo.

(Continuation). (Rapporteurs : M. Miguel Chevalier, mme Sabine de Bethune (S) et M. Pierre Galand (S)).

2. Projet de loi portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et la République d'Azerbaïdjan tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Bruxelles le 18 mai 2004 - Transmis par le Sénat, n° 2275/1.

- Le projet de loi a été adopté à l'unanimité, sans rapport.

3.. Projet de loi portant assentiment aux Actes internationaux suivants : 1. Traité de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle sur le droit d'auteur (WCT), adopté à Genève le 20 décembre 1996 2. Traité de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (WPPT), adopté à Genève le 20 décembre 1996 - Transmis par le Sénat, n° 2276/1.

- Le projet de loi a été adopté à l'unanimité, sans rapport.

4. Projet de loi portant assentiment à l'Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part, fait à Luxembourg le 11 octobre 2004 - Transmis par le Sénat, n° 2277/1.

- Le projet de loi a été adopté à l'unanimité, sans rapport.

5. Projet de loi portant assentiment à l'Accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et les Républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama, d'autre part, et à l'Annexe, faits à Rome le 15 décembre 2003 - Transmis par le Sénat, n° 2278/1.

- Le projet de loi a été adopté à l'unanimité, sans rapport.

6. Projet de loi portant assentiment à l'Accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Communauté andine et ses Pays membres (Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou et Venezuela), d'autre part, et à l'Annexe, faits à Rome le 15 décembre 2003 - Transmis par le Sénat, n° 2233/1.

- Le projet de loi a été adopté à l'unanimité, sans rapport.



7. Projet de loi portant assentiment à l'Accord de Sécurité OCCAR entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la République italienne et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, fait à Paris le 24 septembre 2004 – Transmis par le Sénat, n° 2234/1.

- Le projet de loi a été adopté à l'unanimité, sans rapport.

8. Interpellation de M. Guido Tastenhoye au ministre des Affaires étrangères sur "la dernière version de la directive Bolkestein et la position du gouvernement belge" (n° 796).

- Le ministre des Affaires étrangères a répondu.

- Une motion de recommandation a été déposée par MM. Guido Tastenhoye et Gerolf Annemans.

- Une motion pure et simple a été déposée par M. Miguel Chevalier, Mmes Inga Verhaert et Josée Lejeune et M. Walter Muls.

9. Question de M. Miguel Chevalier au ministre des Affaires étrangères sur "les personnes se rendant ou revenant de pays touchés par la grippe aviaire" (n° 10393).

- Le ministre des Affaires étrangères a répondu.

10. Question de Mme Inga Verhaert au ministre des Affaires étrangères sur "les mauvais traitements infligés aux détenus de la prison d'Abou Ghraib" (n° 10440).

- Le ministre des Affaires étrangères a répondu.

11. Question de Mme Inga Verhaert au ministre des Affaires étrangères sur "le rapport de la Commission des droits de l'homme de l'ONU sur la prison de Guantanamo" (n° 10443).

- Le ministre des Affaires étrangères a répondu.

12. Question de Mme Inga Verhaert au ministre des Affaires étrangères sur "la mise sur pied d'une Agence européenne des droits de l'homme" (n° 10469).

- Le ministre des Affaires étrangères a répondu.

13. Question de M. Gerolf Annemans au ministre des Affaires étrangères sur "le transfert de la gestion des chemins de fer congolais à la Belgique" (n° 10536).

- Le ministre des Affaires étrangères a répondu.

14. Question de Mme Inga Verhaert au ministre des Affaires étrangères sur "les réfugiés rwandais au Burundi" (n° 10546).

- Le ministre des Affaires étrangères a répondu.

15. Question de Mme Inga Verhaert au ministre des Affaires étrangères sur "la situation politique aux Philippines" (n° 10648).

- Le ministre des Affaires étrangères a répondu.



16. Question de M. Miguel Chevalier au ministre des Affaires étrangères sur "la propagation du virus de la grippe Chikungunya dans la région de l'océan Indien" (n° 10715).

- Le ministre des Affaires étrangères a répondu.

17. Question de M. Miguel Chevalier au ministre des Affaires étrangères sur "le renvoi du dossier iranien au Conseil de Sécurité de l'ONU" (n° 10758).

- Le ministre des Affaires étrangères a répondu.

18. Question de Mme Valérie Déom au ministre des Affaires étrangères sur "les femmes libyennes détenues pour inconduite" (n° 10783).

- Le ministre des Affaires étrangères a répondu.

19. Questions jointes :

- Question de M. Guido Tastenhoye au Ministre des Affaires étrangères sur "la perspective de la visite en Belgique du Dalai Lama" (n° 10787).

- Question de M. Walter Muls au Ministre des Affaires étrangères sur "la visite du Dalai Lama à notre pays" (n° 10809).

- Le ministre des Affaires étrangères a répondu.

20. Question de M. Guido Tastenhoye au Ministre des Affaires étrangères sur "le nouveau point de vue belge sur la poursuite de l'élargissement de l'Union européenne" (n° 10798).

- Le ministre des Affaires étrangères a répondu.

Prochaine réunion : mardi 21 mars 2006.



Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Président : M. Yvan Mayeur

➤ MARDI 14 MARS 2006

1. Projet de loi modifiant la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'action sociale, n° 2242/1.

Proposition de loi jointe :

- Proposition de loi (Nahima Lanjri, Greet Van Gool) améliorant l'accès aux équipements psychiatriques pour les personnes en séjour illégal, n° 1261/1.

- Rapporteur : Mme Marie-Claire Lambert.

- Exposés introductifs du ministre et de Mmes Nahima Lanjri et Greet Van Gool.

- La discussion a eu lieu. Sont intervenus : Mmes Nahima Lanjri et Greet Van Gool et MM. Koen Bultinck et Luc Goutry.

- Les articles 1 à 3 ont été adoptés.

- L'ensemble du projet de loi a été adopté par 9 voix et 1 abstention.

- La proposition de loi jointe devient dès lors sans objet.

2. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances sur "le projet 'médiateur'" (n° 9559).

- Le ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances sur "la connexion des CPAS à la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale" (n° 9709).

- Question de Mme Greet van Gool au ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances sur "l'intégration des CPAS dans le réseau de la sécurité sociale" (n° 10813).

- Le ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances a répondu.

4. Question de M. Carl Devlies au ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances sur "les groupes cibles susceptibles de bénéficier du Fonds social mazout" (n° 9767).

- Le ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances a répondu.



5. Question de Mme Nahima Lanjri au ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances sur "l'utilisation abusive de cartes bancaires par des demandeurs d'asile" (n° 9913).

- Le ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances a répondu.

6. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances sur "les chiffres relatifs au nombre de bénéficiaires du revenu d'intégration par CPAS" (n° 10128).

- Le ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances a répondu.

7. Question de Mme Talbia Belhouari au ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances sur "les campagnes de lutte contre les violences conjugales" (n° 10158).

- Le ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances a répondu.

8. Question de M. Guy Hove au ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances sur "les pages personnelles" (n° 10205).

- Le ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances a répondu.

9. Question de Mme Dalila Douifi au ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances sur "la mendicité en présence de nourrissons et de bébés" (n° 10528).

- Le ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances a répondu.

10. Question de M. Patrick De Groote au ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances sur "le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme (CECLR) et l'appréciation de l'opportunité d'introduire une plainte" (n° 10570).

- Le ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances a répondu.

11. Question de M. Claude Marinower au ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances sur "les illégaux régularisés et le marché du travail" (n° 10591).

- Le ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances a répondu.



12. Questions jointes :

- Question de Mme Greta D'hondt au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "l'augmentation des frais d'hospitalisation pour les patients" (n° 10062).
- Question de M. Benoît Drèze au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "l'augmentation des coûts d'hospitalisation pour les patients" (n° 10691).
- Le ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

13. Question de M. Miguel Chevalier au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le nouveau comportement des femmes en matière de contraception" (n° 10137).

- Le ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

14. Question de Mme Marie-Claire Lambert au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la prise en charge des personnes atteintes du syndrome d'Alström" (n° 10141).

- Le ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

15. Question de Mme Talbia Belhouari au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la formation des médecins généralistes à la problématique de la violence conjugale" (n° 10159).

- Le ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

16. Question de Mme Inga Verhaert au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les conditions à l'octroi de licences d'exportation pour les médicaments destinés aux pays en voie de développement" (n° 10162).

- Le ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

17. Question de Mme Hilde Dierickx au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "l'assistance au suicide" (n° 10298).

- Le ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

18. Question de Mme Dominique Tilmans au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les centres privés de chirurgie esthétique" (n° 10245).

- Le ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

19. Questions jointes :

- Question de Mme Karine Jiroflée au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la politique de lutte contre le tabagisme" (n° 10246).
- Question de M. Koen Bultinck au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la répartition des moyens du Fonds fédéral de lutte contre le tabagisme" (n° 10408).
- Question de Mme Muriel Gerkens au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la reconnaissance du CREAA comme organisme d'utilité publique" (n° 10552).
- Le ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.



20. Question de M. Luc Goutry au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la reconnaissance des médecins en revalidation pour les centres de revalidation autonomes" (n° 10290).

- Le ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

21. Questions jointes :

- Question de M. Philippe De Coene au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le système de navigation City-GIS" (n° 10309).
- Question de M. Koen Bultinck au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la nouvelle réglementation applicable au service 100 à Heuvelland" (n° 10717).
- Question de M. Luc Goutry au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la nouvelle réglementation applicable au service 100 à Heuvelland" (n° 10760).

- Le ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

22. Question de M. Jean-Marc Delizée au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les conséquences pour les petits hôpitaux ruraux de la décision du 23 janvier 2006 du Comité de l'assurance soins de santé concernant le financement de la permanence des laboratoires de biologie clinique" (n° 10310).

- Le ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

23. Questions jointes :

- Question de Mme Colette Burgeon au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le respect de la loi interdisant la vente d'alcool aux mineurs" (n° 10324).
- Question de Mme Karine Jiroflée au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la vente d'alcool aux mineurs d'âge" (n° 10430).
- Question de Mme Dominique Tilmans à la vice-première ministre et ministre du Budget et de la Protection de la consommation sur "l'enquête du Centre de recherche et d'information des organisations des consommateurs (CRIOC) relative aux mineurs et l'alcool" (n° 10328).
- Question de Mme Dominique Tilmans au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "l'enquête du Centre de recherche et d'information des organisations de consommateurs sur la consommation d'alcool par les mineurs" (n° 10680).

- Le ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

24. Question de Mme Hilde Dierickx au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les risques pour la santé liés à l'utilisation du iPod" (n° 10338).

- Le ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

25. Question de Mme Greta D'hondt au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la fermeture du service pédiatrique dans certains hôpitaux" (n° 10355).

- Le ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

26. Question de Mme Greta D'hondt au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les médicaments" (n° 10356).

- Le ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.



27. Questions jointes :

- Question de Mme Greta D'hondt au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les aides-soignants dans le secteur des soins résidentiels et les aides-soignants dans le secteur des soins à domicile" (n° 10357).
- Question de M. Luc Goutry au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "l'imprécision du statut des aides-soignants" (n° 10578).
- Le ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

28. Question de Mme Muriel Gerkens au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la pollution par dioxines dans l'industrie de l'alimentation du bétail" (n° 10432).

- Le ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

29. Question de M. Luc Goutry au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la formation en art infirmier" (n° 10472).

- Le ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

30. Questions jointes :

- Question de M. Luc Goutry au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le programme de soins cardiologiques" (n° 10473).
- Question de M. Koen Bultinck au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la réforme du programme de soins cardiaques" (n° 10561).
- Question de M. Benoît Drèze au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la réforme des centres de pathologie cardiaque" (n° 10692).
- Le ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

31. Question de Mme Maggie De Block au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les résultats de l'enquête effectuée à propos du traitement du cancer du sein" (n° 10474).

- Le ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

32. Question de Mme Annelies Storms au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les critères utilisés par la Croix-Rouge pour le don de sang" (n° 10533).

- Le ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

33. Question de Mme Maggie De Block au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les composantes structurelles du coût des maisons de repos publiques en Flandre" (n° 10566).

- Le ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

34. Question de Mme Maggie De Block au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le remboursement différencié de la consultation d'un médecin-spécialiste" (n° 10668).

- Le ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.



35. Question de M. Benoît Drèze au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les dispositifs médicaux" (n° 10693).

- Le ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

Prochaine réunion : mardi 21 mars 2006.

Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

Présidente : Mme Martine Taelman

➤ **MARDI 14 MARS 2006**

1. Question de M. Dylan Casaer à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'après-Dassen à la Sûreté de l'État" (n° 10471).

- La vice-première ministre et ministre de la Justice a répondu.

2. Question de M. Stijn Bex à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la règle de l'amnistie pour les armes soumises à autorisation" (n° 10490).

- La vice-première ministre et ministre de la Justice a répondu.

3. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les résultats de l'étude relative à l'introduction de la surveillance électronique comme peine autonome" (n° 10516).

- La vice-première ministre et ministre de la Justice a répondu.

4. Question de Mme Annemie Turtelboom à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les commissions paritaires locatives" (n° 10538).

- La vice-première ministre et ministre de la Justice a répondu.

5. Question de M. Melchior Wathelet à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'encodage par les services de police des actes à caractère raciste" (n° 10540).

- La vice-première ministre et ministre de la Justice a répondu.

6. Question de M. Claude Marinower à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'absence de projet de loi sur les traducteurs et interprètes en justice" (n° 10626).

- La vice-première ministre et ministre de la Justice a répondu.

7. Question de Mme Nahima Lanjri à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la lutte contre les pratiques des marchands de sommeil" (n° 10641).

- La vice-première ministre et ministre de la Justice a répondu.



8. Question de M. Claude Marinower à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les juges consulaires" (n° 10659).

- La vice-première ministre et ministre de la Justice a répondu.

9. Questions jointes :

- Question de M. Koen T'Sijen à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la réunion de 'Blood and Honour' à Vremde" (n° 10694).

- Question de Mme Hilde Claes à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'organisation 'Blood and Honour'" (n° 10713).

- Question de M. Claude Marinower à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "une réunion de néonazis" (n° 10788).

- La vice-première ministre et ministre de la Justice a répondu.

10. Question de Mme Valérie Déom à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le nombre d'enfants détenus en prison avec leur mère" (n° 10703).

- La vice-première ministre et ministre de la Justice a répondu.

11. Question de M. Bart Laeremans à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la mobilisation des services de police dans le cadre des opérations de recherche de la terroriste turque Erdal" (n° 10716).

- La vice-première ministre et ministre de la Justice a répondu.

12. Question de M. François-Xavier de Donnea à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les suites de l'affaire DHKC" (n° 10723).

- La vice-première ministre et ministre de la Justice a répondu.

13. Question de M. Tony Van Parys à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la demande d'extradition de Fehriye Erdal par la Turquie" (n° 10781).

- La vice-première ministre et ministre de la Justice a répondu.

14. Question de M. Francis Van den Eynde à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le blocage des comptes bancaires de personnes soupçonnées d'avoir commis un crime grave" (n° 10722).

- La vice-première ministre et ministre de la Justice a répondu.

15. Question de M. Dylan Casaer à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'application de la directive concernant les agressions routières" (n° 10744).

- La vice-première ministre et ministre de la Justice a répondu.

16. Question de Mme Marie Nagy à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'inquiétude des greffiers au sujet de leur statut professionnel" (n° 10768).

- La vice-première ministre et ministre de la Justice a répondu.



17. Question de M. Claude Marinower à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la lutte contre les mariages blancs" (n° 10790).

- La vice-première ministre et ministre de la Justice a répondu.

18. Projets et propositions de loi joints

- Projet de loi relatif au statut juridique externe des détenus - Transmis par le Sénat, n°s 2170/1 à 7.

Amendements de MM. Wathélet, Laeremans, Verherstraeten et consorts, Malmendier et du gouvernement.

- Projet de loi instaurant des tribunaux de l'application des peines - Transmis par le Sénat, n° 1960/1 à 6.

Amendements de MM. Verherstraeten et consorts, Laeremans, Muls, Wathélet, Malmendier et du gouvernement.

- Projet de loi modifiant la loi du 5 mars 1998 relative à la libération conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, remplacée par la loi du 1er juillet 1964 et modifiant le Code d'instruction criminelle, n°s 1319/1 à 4.

Amendements du gouvernement et de M. Malmendier.

- Proposition de loi (Philippe Monfils) modifiant la loi du 5 mars 1998 relative à la libération conditionnelle, en ce qui concerne les droits des victimes, n° 237/1.

- Proposition de loi (Daniel Bacquelaine, Jean-Pierre Malmendier) modifiant la loi du 5 mars 1998 relative à la libération conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, remplacée par la loi du 1er juillet 1964 afin de permettre à la victime de se faire représenter devant la commission de libération conditionnelle, n° 301/1.

- Proposition de résolution (Daniel Bacquelaine, Jean-Pierre Malmendier) relative aux tribunaux de l'application des peines, au statut juridique externe des détenus, à la fixation de la peine et à l'amélioration du statut de la victime, n° 438/1.

- Proposition de loi (Jean-Pierre Malmendier, Daniel Bacquelaine) visant à améliorer le statut de la victime lors de l'exécution de la peine, n° 1504/1.

Projet de loi n° 2170

- Un amendement a été déposé par M. Jean-Pierre Malmendier.

- M. Jean-Pierre Malmendier a développé son amendement.

- Les amendements n°s 168 (version néerlandaise), 169 (version néerlandaise), 172 (version néerlandaise), 152 à 159, 175 à 186, 188, 190 à 194, 206 à 208, 210 à 214 et 217 ont été adoptés.

Projet de loi n° 1960

- Un amendement a été déposé par le gouvernement.

- L'amendement a été développé.

- Les amendements n°s 15, 17 à 19, 35, 41 et 42 ont été adoptés.

19. Projet de loi portant réforme de la carrière et du statut pécuniaire des membres du personnel des greffes et des secrétariats des parquets, n° 2299/1 et 2

- Rapporteur : M. Eric Massin.

- Exposé introductif de la vice-première ministre et ministre de la Justice.



20. Projet de loi tendant à privilégier l'hébergement égalitaire de l'enfant dont les parents sont séparés et réglementant l'exécution forcée en matière d'hébergement d'enfant, n° 1673/1 à 14.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Melchior Wathelet) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'exécution forcée des décisions judiciaires contenant des mesures relatives à la personne des enfants, n° 434/1 et 2.
- Proposition de loi (Servais Verherstraeten, Tony Van Parys, Jo Vandeurzen, Liesbeth Van der Auwera) modifiant l'article 374 du Code civil, n° 591/1 et 2.
- Proposition de loi (Guy Swennen) relative au régime de résidence des enfants mineurs de parents qui ne vivent pas ensemble, n° 975/1 et 2.
- Proposition de loi (Guy Swennen) garantissant le droit aux relations personnelles entre parents et enfants et entre grand-parents et petits-enfants, n° 976/1 et 2.
- Proposition de loi (Corinne De Permentier, Alain Courtois, [Jean-Luc Crucke], Marie-Christine Marghem) modifiant l'article 374 du Code civil concernant l'autorité parentale et l'hébergement des enfants lorsque les père et mère ne vivent pas ensemble afin d'y intégrer la notion de suivi du respect des décisions de justice en matière d'hébergement secondaire, n° 1070/1 et 2.
- Proposition de loi (Martine Taelman, Alfons Borginon, Bart Tommelein, Hilde Vautmans, Sabien Lahaye-Battheu) visant à mieux faire respecter le droit aux relations personnelles avec les enfants à la suite d'un divorce ou d'une séparation de fait, n° 1288/1 et 2.
- Proposition de loi (Melchior Wathelet, Joëlle Milquet) modifiant l'article 374 du Code civil relatif aux modalités d'hébergement de l'enfant dont les parents vivent séparément et insérant les articles 374bis à 374quater dans le même Code, n° 1509/1 et 2.

Amendements de Mme Taelman, Mme Gerkens, Mme Storms, Mme Marghem et de MM. Swennen, Verherstraeten et Wathelet.

Rapport fait au nom de la sous-commission "Droit de la famille" par Mme Valérie Déom.

- Rapporteur : Mme Valérie Déom.
- Mme Valérie Déom a présenté le rapport de la sous-commission.

➤ **MERCREDI 15 MARS 2006**

1. Projet de loi contenant le Code de procédure pénale, n° 2138/1.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Alfons Borginon, Sabien Lahaye-Battheu) modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne la notification du recours en cassation, n° 820/1.
- Proposition de loi (Alfons Borginon) modifiant les articles 153 et 190 du Code d'instruction criminelle, n° 834/1.
- Proposition de loi (Alfons Borginon) modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne le jugement réputé contradictoire, n° 1185/1.

Echange de vues avec :

- M. Marc De Swaef, procureur général à la Cour de Cassation, et M. Patrick Duinslaeger, avocat général;
- M. Y. Liégeois, premier avocat général (représentant du Collège des Procureurs Généraux);
- M. Christian de Valkeneer, procureur du Roi (représentant du Conseil des Procureurs du Roi);
- M. Johan Delmulle, représentant du parquet fédéral;
- M. Tom Bauwens, avocat (OVB);
- M. A. Risopoulos, avocat (OBFG);
- M. Thierry Freyne, juge d'instruction (Bruxelles);
- M. Ignacio de la Serna, juge d'instruction (Charleroi).

Ordre des travaux.



2. Projets et propositions de loi joints

- Projet de loi relatif au statut juridique externe des détenus - Transmis par le Sénat, n° 2170/1 à 7.

Amendements de MM. Wathélet, Laeremans, Verherstraeten et consorts, Malmendier et du gouvernement.

- Projet de loi instaurant des tribunaux de l'application des peines - Transmis par le Sénat, n° 1960/1 à 6.

Amendements de MM. Verherstraeten et consorts, Laeremans, Muls, Wathélet, Malmendier et du gouvernement.

- Projet de loi modifiant la loi du 5 mars 1998 relative à la libération conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, remplacée par la loi du 1er juillet 1964 et modifiant le Code d'instruction criminelle, n° 1319/1 à 4. Amendements du gouvernement et de M. Malmendier.

- Proposition de loi (Philippe Monfils) modifiant la loi du 5 mars 1998 relative à la libération conditionnelle, en ce qui concerne les droits des victimes, n° 237/1.

- Proposition de loi (Daniel Bacquelaine, Jean-Pierre Malmendier) modifiant la loi du 5 mars 1998 relative à la libération conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, remplacée par la loi du 1er juillet 1964 afin de permettre à la victime de se faire représenter devant la commission de libération conditionnelle, n° 301/1.

- Proposition de résolution (Daniel Bacquelaine, Jean-Pierre Malmendier) relative aux tribunaux de l'application des peines, au statut juridique externe des détenus, à la fixation de la peine et à l'amélioration du statut de la victime, n° 438/1.

- Proposition de loi (Jean-Pierre Malmendier, Daniel Bacquelaine) visant à améliorer le statut de la victime lors de l'exécution de la peine, n° 1504/1.

(Rapporteur : M. Walter Muls). (Vote sur l'ensemble - Rgt, art. 82.1).

- La commission a pris connaissance des notes du service juridique.

- L'ensemble du projet de loi n° 2170, tel qu'amendé et corrigé, a été adopté par 10 voix contre 1 et 2 abstentions.

- L'ensemble du projet de loi n° 1960, tel qu'amendé et corrigé, a été adopté par 9 voix et 3 abstentions.



3. Projet de loi tendant à privilégier l'hébergement égalitaire de l'enfant dont les parents sont séparés et réglementant l'exécution forcée en matière d'hébergement d'enfant, n°s 1673/1 à 14.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Melchior Wathelet) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'exécution forcée des décisions judiciaires contenant des mesures relatives à la personne des enfants, n°s 434/1 et 2.
- Proposition de loi (Servais Verherstraeten, Tony Van Parys, Jo Vandeurzen, Liesbeth Van der Auwera) modifiant l'article 374 du Code civil, n°s 591/1 et 2.
- Proposition de loi (Guy Swennen) relative au régime de résidence des enfants mineurs de parents qui ne vivent pas ensemble, n°s 975/1 et 2.
- Proposition de loi (Guy Swennen) garantissant le droit aux relations personnelles entre parents et enfants et entre grand-parents et petits-enfants, n°s 976/1 et 2.
- Proposition de loi (Corinne De Permentier, Alain Courtois, [Jean-Luc Crucke], Marie-Christine Marghem) modifiant l'article 374 du Code civil concernant l'autorité parentale et l'hébergement des enfants lorsque les père et mère ne vivent pas ensemble afin d'y intégrer la notion de suivi du respect des décisions de justice en matière d'hébergement secondaire, n°s 1070/1 et 2.
- Proposition de loi (Martine Taelman, Alfons Borginon, Bart Tommelein, Hilde Vautmans, Sabien Lahaye-Battheu) visant à mieux faire respecter le droit aux relations personnelles avec les enfants à la suite d'un divorce ou d'une séparation de fait, n°s 1288/1 et 2.
- Proposition de loi (Melchior Wathelet, Joëlle Milquet) modifiant l'article 374 du Code civil relatif aux modalités d'hébergement de l'enfant dont les parents vivent séparément et insérant les articles 374bis à 374quater dans le même Code, n°s 1509/1 et 2.

Amendements de Mme Taelman, Mme Gerkens, Mme Storms, Mme Marghem et de MM. Swennen, Verherstraeten et Wathelet.

Rapport fait au nom de la sous-commission "Droit de la famille" par Mme Valérie Déom.

- La discussion générale a été clôturée.
- Des amendements ont été déposés par MM. Swennen et Verherstraeten.

Prochaine réunion : mardi 21 mars 2006.

Expertise judiciaire

GROUPE DE TRAVAIL « L'EXPERTISE JUDICIAIRE EN MATIÈRE CIVILE »

Président : M. Alain Courtois

➤ MARDI 14 MARS 2006

Examen de la proposition modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'expertise judiciaire. (Continuation). (Rapporteur : M. Walter Muls).

- L'examen des articles du texte de synthèse a été poursuivi.

Prochaine réunion : mercredi 29 mars 2006.



Droit commercial et économique

COMMISSION CHARGÉE DES PROBLÈMES DE DROIT COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE

Présidente : Mme Annemie Roppe

➤ **MARDI 14 MARS 2006**

1. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Eric Massin, Jean-Jacques Viseur, Annemie Roppe, Dylan Casaer) modifiant le Code des sociétés en vue d'améliorer la procédure de liquidation des sociétés déficitaires, n° 906/1 à 4.

Amendements de MM. Massin et Viseur et de Mmes Barzin et Wiaux.

- Proposition de loi (Jean-Jacques Viseur) modifiant le Code des sociétés afin d'améliorer la transparence des procédures de liquidation à l'égard des tiers, n° 60/1.
(Vote sur l'ensemble - Rgt, art. 82.1). (Rapporteur : M. Eric Libert).

- L'ensemble de la proposition de loi a été adopté à l'unanimité.

2. Projet et propositions de loi joints :

- Projet de loi complétant le Code des sociétés par des dispositions relatives à la publicité des rémunérations des administrateurs et des dirigeants de sociétés cotées en bourse et de sociétés de droit public - Transmis par le Sénat, n° 1502/1 à 6.

Amendements de MM. Daems, Lenssen, Van Campenhout, Mme Marghem, Mme Pieters, M. Wathelet et M. Lano.

Avis du Conseil d'Etat et de la Commission de la protection de la vie privée.

- Proposition de loi (Muriel Gerkens) relative à la publicité des participations et des rémunérations individuelles des dirigeants d'entreprises cotées en bourse, n° 1505/1.

- Proposition de loi (Yvan Mayeur) modifiant le Code des sociétés et la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition en vue de garantir la transparence des salaires et avantages de toute nature dont jouissent les dirigeants d'entreprise, n° 243/1.

- Proposition de loi (Ludo Van Campenhout) instaurant l'obligation de publier la rémunération de certains administrateurs, n° 1576/1.

(Rapporteur : M. Dylan Casaer).

- La discussion générale a été poursuivie. Sont intervenus : Mme Liesbeth Van der Auwera, MM. Melchior Wathelet, Hendrik Daems, Mme Annemie Roppe, MM. Dylan Casaer, Eric Libert, Eric Massin et Pierre Lano.

Prochaine réunion : mardi 21 mars 2006.



Intérieur

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président : *M. André Frédéric*

➤ MARDI 14 MARS 2006

(Réunion commune avec la commission de l'Intérieur et des Affaires administratives du Sénat)

Rapport final de la Commission d'accompagnement pour la Réforme de la Sécurité civile.
Echange de vues avec M. C. Paulus, gouverneur de la province d'Anvers et président de la commission d'accompagnement pour la Réforme de la Sécurité civile.
(Continuation). (Rapporteurs : MM. Dirk Claes, Jean-Claude Maene, Christian Brotcorne (S) et Mme Erika Thijs (S)).

- Sont intervenus : MM. Willy Cortois, Jean-Marc Nollet, Joseph Arens, Guido De Padt, Jean-Claude Maene et Mmes Jacqueline Galant et Katrien Schryvers.
- Le vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur a également pris la parole.

➤ MERCREDI 15 MARS 2006

1. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Pieter De Crem) relative au calcul de l'incidence financière des programmes électoraux, n° 31/1.
- Proposition de loi spéciale (Pieter De Crem) relative au calcul de l'incidence financière des programmes électoraux, n° 32/1.

(Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : M. Willy Cortois).

- La discussion générale a été poursuivie. Sont intervenus : MM. Philippe De Coene, Willy Cortois et Jean-Claude Maene.

2. Proposition de loi (Pieter De Crem) levant l'interdiction de certaines affiches électorales prévue par la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, n° 751/1.

3. Proposition de loi (Pieter De Crem) levant l'interdiction de certaines affiches électorales prévue par la loi du 19 mai 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection du Parlement européen, n° 752/1.

4. Proposition de loi (Pieter De Crem) levant l'interdiction de certaines affiches électorales prévue par la loi du 19 mai 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand, du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et du Conseil de la Communauté germanophone, n° 753/1.

- La commission a décidé de joindre les propositions de loi n°s 751, 752 et 753.
- Rapporteur : M. Philippe De Coene.
- Exposé introductif de M. Pieter De Crem.
- La discussion générale a été entamée. Sont intervenus : MM. Filip De Man, Philippe De Coene, Stijn Bex, Willy Cortois et Jean-Claude Maene.



5. Proposition de loi (Corinne De Permentier) modifiant le Code civil, la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques et l'arrêté royal du 10 décembre 1996 relatif aux pièces et certificats d'identité pour enfants de moins de douze ans, afin de prévenir l'enlèvement parental international d'enfants, n° 1349/1.

- Rapporteur : Mme Jacqueline Galant.
- Exposé introductif de Mme Corinne De Permentier.
- La discussion générale a été entamée. Sont intervenus : Mme Katrien Schryvers et M. Jean-Claude Maene.

6. Proposition de loi (Guido De Padt, Jan Peeters, André Frédéric) modifiant l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police en ce qui concerne la nomination dans le grade de commissionnement de certains membres du personnel de la direction générale de la police judiciaire, n° 2302/1.

- Rapporteur : M. Jean-Claude Maene.
- Exposés introductifs des auteurs.
- La discussion générale a été entamée. Sont intervenus : Mme Katrien Schryvers et MM. Joseph Arens, Jan Peeters, Willy Cortois et Jean-Claude Maene.

7. Question de Mme Nahima Lanjri au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "les lacunes des mesures prises pour lutter contre les mariages de complaisance" (n° 10509).

- Le vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur a répondu.

8. Question de Mme Zoé Genot au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "le visa pour les défenseurs des droits humains" (n° 10524).

- Le vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur a répondu.

9. Question de Mme Inga Verhaert au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "l'occupation permanente des résidences de week-end" (n° 10587).

- Le vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur a répondu.

10. Question de M. Koen T'Sijen au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "la réunion du "Blood and Honour" à Vremde" (n° 10733).

- Le vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur a répondu.

11. Question de Mme Annick Saudoyer au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "la formation des policiers aux dossiers de violences conjugales" (n° 10764).

- Le vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur a répondu.

12. Question de Mme Valérie Déom au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "le renforcement annoncé de la loi football" (n° 10772).

- Le vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur a répondu.



13. Question de M. Melchior Wathelet au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "la qualité de verbalisant des stewards" (n° 10785).

- Le vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur a répondu.

14. Question de M. François Bellot au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "le développement du réseau ASTRID" (n° 10811).

- Le vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur a répondu.

15. Question de Mme Talbia Belhouari au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "la sélection lors du recrutement des inspecteurs de police" (n° 10818).

- Le vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur a répondu.

16. Question de M. Benoît Drèze au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "le retard pris dans le paiement aux communes des montants constituant la contrepartie des centimes additionnels non perçus" (n° 10829).

- Le vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur a répondu.

17. Question de Mme Frieda Van Themsche au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "la vente de véhicules de police dont les signes distinctifs n'ont pas été enlevés" (n° 10842).

- Le vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur a répondu.

18. Question de Mme Marie Nagy au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "la brutalité lors d'un rapatriement" (n° 10847).

- Le vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 22 mars 2006.

Concertation parlementaire

COMMISSION PARLEMENTAIRE DE CONCERTATION

Présidents : M. Herman De Croo et Mme Anne-Marie Lizin

➤ **MARDI 14 MARS 2006**

1. Projet de loi modifiant la loi du 19 février 1965 relative à l'exercice, par les étrangers, des activités professionnelles indépendantes, n° 2298/1.

Demande d'urgence du Gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen est fixé à 15 jours.



2. Projet de loi portant des dispositions fiscales diverses en matière de revenus mobiliers, n° 2323/1.

Demande d'urgence du Gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen est fixé à 20 jours.

3. Projet de loi modifiant la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, l'article 606 du Code d'instruction criminelle et les articles 12 et 30 du Code pénal, Doc. Sénat n° 3-1313/1-4.

Demande de prolongation du délai d'examen (application des articles 2, 2°, et 12, § 1er, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'examen est prolongé de 20 jours.

4. Suspension des délais.

(Application de l'article 10, § 1er, 3°, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Les délais sont suspendus du 1^{er} avril 2006 au 17 avril 2006 inclus.

Economie

COMMISSION DE L'ECONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'EDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Président : M. Paul Tant

➤ **MERCREDI 15 MARS 2006**

1. Projet de loi et proposition de loi joints :

- Projet de loi sur la protection de la concurrence économique, n° 2180/1.

- Proposition de loi (Simonne Creyf, Trees Pieters) modifiant la loi coordonnée sur la protection de la concurrence économique, n° 282/1.

(Continuation). (Rapporteur : M. Pierre Lano).

Amendements de Mme Creyf et consorts et M. Lano et consorts.

- Des amendements ont été déposés par Mme Lalieux et consorts.

- La discussion a été poursuivie. Sont intervenus Mmes Trees Pieters, Magda De Meyer et M. Paul Tant.



2. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Karine Lalieux, Trees Pieters, Muriel Gerkens, Raymond Langendries, Servais Verherstraeten, Koen T'Sijen) réglementant le prix du livre, n° 579/1 et 2.
 - Proposition de loi (Olivier Maingain, Anne Barzin) réglementant le prix du livre, n° 1049/1 et 2. (Continuation). (Rapporteur : Mme Magda De Meyer).
- La discussion générale a été entamée. Sont intervenus : Mmes Karine Lalieux, Magda De Meyer, Muriel Gerkens et MM. Olivier Maingain, Koen T'Sijen, Hendrik Daems, Paul Tant et Pierre Lano.
- Des amendements ont été déposés par M. Maingain et consorts et M. Wathelet et consorts.

3. Projet de loi et propositions de loi joints :

- Projet de loi-cadre sur le port du titre professionnel d'une profession intellectuelle prestataire de services, n° 2172/1.
- Proposition (Hendrik Daems, Trees Pieters) de loi-cadre réglementant la protection du titre professionnel des professions intellectuelles prestataires de service agréées, n° 1281/1.
- Proposition de loi (Hendrik Daems, Trees Pieters) portant dispositions réglementant la protection du titre professionnel des professions intellectuelles prestataires de service agréées, n° 1282/1.

Amendements du gouvernement et de M. Hove et consorts.
(Continuation). (Rapporteur : Mme Véronique Ghenne).

- La discussion générale a été clôturée et la discussion des articles a été entamée jusqu'à l'art. 23 du projet de loi. Sont intervenus : MM. Pierre Lanno, Guy Hove et Mme Trees Pieters.

4. Question de M. Melchior Wathelet au ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique sur "la régulation du transit du gaz" (n° 10621).

- Le ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique a répondu.

5. Question de M. Koen T'Sijen au ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique sur "les nouveaux mécanismes de contrôle de copie pour les CD audio et les droits d'auteur" (n° 10698).

- Le ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique a répondu.

6. Question de Mme Inga Verhaert au ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique sur "l'entrée en vigueur de la cinquième directive concernant les véhicules automoteurs" (n° 10718).

- Le ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique a répondu.

7. Question de Mme Trees Pieters au ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique sur "la perception de droits par la société de gestion SABAM" (n° 10719).

- Le ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique a répondu.



8. Question de Mme Zoé Genot au ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique sur "le projet de directive IPRED 2 (2005-0127 COD)" (n° 10793).

- Le ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique a répondu.

9. Question de M. Eric Libert au ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique sur "l'emploi des langues sur le site de l'Institut Royal Météorologique" (n° 10803).

- Le ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique a répondu.

10. Question de Mme Magda De Meyer au ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique sur "l'interdiction en commerce des fourrures de phoques, de chiens et de chats(n° 10827).

- Le ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique a répondu.

11. Question de Mme Trees Pieters au ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique sur "le collège d'Europe dans le contrôle du budget 2006" (n° 10837).

- Le ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique a répondu.

Prochaine réunion : mardi 21 mars 2006.

Défense nationale

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

Président : M. Philippe Monfils

➤ **MERCREDI 15 MARS 2006**

1. La politique africaine.

- Exposé introductif du ministre de la Défense.
- Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de la Défense sur "la force d'intervention pour le Congo" (n° 10685).
- Question de M. David Geerts au ministre de la Défense sur "le soutien logistique des militaires belges à Kalemie" (n° 10782).
- Question de Mme Nathalie Muylle au ministre de la Défense sur "la politique africaine de la Belgique" (n° 10824).
- Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "le déploiement d'une force européenne en République démocratique du Congo" (n° 10836).

- Exposé introductif du col. SBH Jean-Pol Pichon et du ministre de la Défense.
- Le ministre de la Défense a ensuite répondu aux questions.



2. Questions jointes :

- Question de Mme Marie Nagy au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "l'application de la loi sur l'usage des langues à l'Institut géographique national" (n° 10151).
 - Question de M. Olivier Maingain au ministre de la Défense sur "les conséquences au plan de l'emploi des langues du transfert de l'Institut Géographique National en Région flamande" (n° 10749).
- Le ministre de la Défense a répondu.

3. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Défense sur "la destination des casernes militaires désaffectées en général et de celle de Poelkapelle en particulier" (n° 10265).

- Le ministre de la Défense a répondu.

4. Question de Mme Ingrid Meeus au ministre de la Défense sur "le quartier Westakkers" (n° 10573).

- Le ministre de la Défense a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 22 mars 2006.

Droit de la famille

SOUS-COMMISSION « DROIT DE LA FAMILLE »

Président : M. Guy Swennen

➤ **MERCREDI 15 MARS 2006**

1. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Servais Verherstraeten, Jo Vandeurzen, Tony Van Parys, Liesbeth Van der Auwera) complétant le Code civil par des dispositions relatives à la parenté sociale, n°s 393/1 et 2. Avis du Conseil d'Etat.
- Proposition de loi (Patrick De Groote) introduisant la parenté sociale dans le Code civil, n°s 815/1 à 3.

Avis du Conseil d'Etat.

- Proposition de loi (Melchior Wathelet) introduisant la parentalité sociale dans le Code civil, n°s 1958/1 et 2.

Avis du Conseil d'Etat.

Echange de vues avec :

- M. Alfons Heyvaert, professeur em. à l'UA;
- M. René Stulens, secrétaire de "Belangenverdediging van Gescheiden Mannen en hun Minderjarige Kinderen" (BGMK);
- M. Thierry L'Allemand, CAPs enfance;
- M. Luc Arron de "Steunpunt Blijvend Ouderschap" (SBO);
- M. Dries De Preter, secrétaire du "BGMK.BE - Anvers".



2. Ordre des travaux.

Prochaine réunion : mercredi 22 mars 2006.

Infrastructure

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Président : M. Francis Van den Eynde

➤ **MERCREDI 15 MARS 2006**

Auditions sur la réforme à la conduite telle que projetée par le gouvernement, de :

- MM. Patric Derweduwen et Jan Pelckmans (Institut belge de la sécurité routière) ;
 - Dr. Mark Keppens (« Steunpunt Verkeersveiligheid ») ;
 - Prof. Jan Pauwels, professeur en kinésiologie biomédicale (KUL) ;
 - Mme Nathalie De Leenheer (« Vlaamse Jeugdraad ») ;
 - M. Marc Michiels (« KWB Actie Rijbewijs ») ;
 - M. Ghislain Weets (asbl Drive Mut) ;
 - M. Jacques Quoirin (Groupement des organismes agréés de contrôle automobile) ;
 - M. Bernard Kerstens (Fédération agricole wallonne) ;
 - M. Geert Popelier (« Vlaamse Automobilistenbond ») ;
 - Mme Moniek Denhaen (Touring) ;
 - M. Francis Herbert (Parents d'enfants victimes d'accident) ;
 - M. François De Clippele (Assuralia) ;
 - Mme Anne De Boeck (« Gezinsbond ») ;
 - MM. Koen Van Overvelt et Stéphane Dochy (Test-Achats) ;
 - M. Hans Tindemans (« Bond Beter Leefmilieu ») ;
 - M. Johan Chiers (Responsible Young Drivers) ;
 - MM. Georges Van Aerschot et Jean-Paul Haine (Fédération des Auto-Ecoles professionnelles de Belgique) ;
 - M. Philippe Meurice ("Fédération des Auto-Ecoles Agréées") ;
 - M. André Bastin (Escam Schaerbeek) ;
 - MM. Michel Denaux et Mike Van Hoydonk (Fédération belge des Instituts de perfectionnement de conduite (FEBIC)) ;
 - M. Herman Willemse (« Vereniging van Erkende Rijschool-Instructeurs (VERI) »).
- Sont intervenus : Mmes Hilde Vautmans et Annick Saudoyer et MM. Francis Van den Eynde, Guido De Padt, Jef Van den Bergh, Denis Ducarme, Melchior Wathelet, Dylan Casaer et Jan Mortelmans.

Prochaine réunion : lundi 20 mars 2006.



SÉANCE PLÉNIÈRE

Ce chapitre mentionne:

- les principaux points abordés au cours des séances plénières de la semaine écoulée;
- l'objet des projets et propositions de loi discutés et votés;
- le résultat des votes.

Le numéro figurant à la suite de l'intitulé des projets et propositions de loi est celui du document parlementaire correspondant (voir aussi annexe 2 – projets de loi, propositions et rapports de commission);

Le chiffre figurant entre parenthèses à la suite de la date de la séance plénière est celui qui identifie la séance dans les publications officielles de la Chambre: le Compte rendu analytique qui publie les synthèses des débats et le Compte rendu intégral qui contient le texte intégral (voir "les publications de la Chambre" en dernière page du présent bulletin)."

➤ JEUDI 16 MARS 2006 APRÈS-MIDI (197)

PROJETS ET PROPOSITION DE LOI

1. Projet de loi portant diverses dispositions en matière de transport, n° 2245/1 et 2.

Ce projet de loi tend à compléter la législation en matière de transport par quelques dispositions relatives au transport par mer, par air, par route et par chemin de fer.

Le projet de loi (n° 2245) est adopté à l'unanimité des 133 votants

2. Projet de loi relatif aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, n° 2237/1 à 7.

Ce projet de loi réforme la législation relative aux marchés publics.

Une réforme est devenue nécessaire pour assurer la transposition des nouvelles directives européennes 2004/17/CE et 2004/18/CE adoptées par le Parlement européen et le Conseil le 31 mars 2004 et apporter des précisions utiles résultant de la jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés européennes.

Sur la proposition de la Commission des marchés publics, il est proposé d'abroger la loi du 24 décembre 1993 afin de maintenir une structure cohérente et une suite logique dans les dispositions de la loi.

Le projet de loi (n° 2237) est renvoyé en commission



3. Projet de loi relatif à l'octroi de distinctions honorifiques dans les Ordres nationaux, n° 2127/1 à 5.

Le Conseil d'État a annulé le 23 novembre 2001 (arrêt 101.156) le règlement du 19 juillet 1996 relatif à l'attribution de distinctions honorifiques dans les Ordres nationaux aux fonctionnaires et agents des organismes publics et assimilés, qui avait été approuvé en Conseil des ministres le 19 juillet 1996.

Selon la haute juridiction, le Conseil des ministres était juridiquement incompétent pour fixer les conditions d'octroi de ces décorations, étant donné que le Conseil des ministres est, au regard de l'article 114 de la Constitution, incompétent pour adopter l'acte entrepris.

Un projet d'arrêté royal approuvant le règlement annulé et les principes généraux d'octroi des distinctions honorifiques dans les Ordres nationaux a été envoyé pour avis au Conseil d'État en avril 2003.

Celui-ci a émis un avis négatif, au motif que l'article 114 de la Constitution réserve au législateur le soin de fixer les conditions d'octroi des distinctions honorifiques dans les Ordres nationaux.

Le présent projet de loi a donc pour objet de reprendre les conditions générales d'octroi qui figuraient dans les Principes généraux d'octroi des distinctions honorifiques dans les Ordres nationaux.

Le projet de loi (n° 2127) est adopté par 116 voix contre 17

4. Proposition de loi (MM. Claude Marinower, Walter Muls et Tony Van Parys) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la procédure disciplinaire applicable aux membres du barreau, n° 1724/1 à 4.

La présente proposition de loi prévoit une nouvelle procédure disciplinaire plus conforme aux conceptions modernes de l'intérêt public, en ce qu'elle vise à garantir la qualité de l'exercice de la profession d'avocat au service des justiciables.

Le principe en vertu duquel le dossier disciplinaire d'un avocat doit être instruit par ses pairs a été conservé.

Les conseils disciplinaires sont professionnalisés.

La proposition réduit leur nombre, tout en leur assurant une composition stable: elle instaure un conseil de discipline par ressort de cour d'appel, ainsi qu'un conseil de discipline d'appel pour les barreaux francophones et germanophone et un pour les barreaux flamands.

Afin d'accélérer la dynamique de l'enquête et de renforcer le sentiment d'impartialité dans le chef du plaignant, la proposition offre un accès supplémentaire à ce dernier. L'avocat qui fait l'objet de l'enquête disciplinaire peut se faire assister d'un avocat de son choix.

La publication de la sanction disciplinaire peut être ordonnée à titre de peine accessoire. Toutes les peines sont maintenues, à l'exception de la censure.

Par ailleurs, le conseil disciplinaire a désormais la possibilité de mettre les frais d'examen et d'instruction de l'affaire à charge de l'avocat concerné.

Une copie anonyme de toutes les décisions disciplinaires est transmise au bâtonnier, au procureur général et à l'Ordre afin de promouvoir la publication de la jurisprudence disciplinaire.

Enfin, la loi proposée prévoit la suspension du prononcé de la condamnation, le sursis à l'exécution de la sanction disciplinaire, la réhabilitation, l'effacement des sanctions disciplinaires plus légères et la prescription de l'enquête disciplinaire.

La proposition de loi (n° 1724) est adoptée par 128 voix et 5 abstentions



5. Projet de loi portant assentiment à l'Accord de coopération du 8 juillet 2005 entre l'Etat fédéral et la Région flamande concernant la réation d'une structure de Garde côtière et la coopération au sein de celle-ci (transmis par le Sénat), n°s 2100/1 et 2.

Le projet de loi (n° 2100) est adopté à l'unanimité des 130 votants

QUESTIONS ORALES

Annulation de nominations auprès de la police fédérale

Questions jointes de :

- Mme Katrien Schryvers (CD&V) (n° P1276)
- M. Jean-Claude Maene (PS) au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur (n° P1277)

Suppression proposée de l'article 77 de la loi sur les étrangers

Question de :

M. Filip De Man (Vlaams Belang) au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur (n° P1278)

Régularisation des sans-papiers

Questions jointes de :

- Mme Magda De Meyer (sp.a-spirit) (n° P1291)
- Mme Joëlle Milquet (cdH) (n° P1279)
- Mme Marie Nagy (Ecolo) (n° P1280)
- Mme Talbia Belhouari (PS) au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur (n° P1281)

Services de garde des médecins généralistes

Questions jointes de :

- Mme Yolande Avontroodt (VLD) (n° P1285)
- Mme Karin Jiroflée (sp.a-spirit) au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique (n° P1286)



Réduction promise aux consommateurs de gaz naturel

Question de :

M. Hendrik Bogaert (CD&V) au vice-premier ministre et ministre des Finances (n° P1273)

Non-réalisation des engagements pris dans le cadre des accords nationaux médico-mutualistes

Question de :

M. Daniel Bacquelaine (MR) à la vice-première ministre et ministre du Budget et de la Protection de la consommation (n° P1274)

Etat de la situation en ce qui concerne la facture de mazout

Question de :

M. Gerolf Annemans (Vlaams Belang) à la vice-première ministre et ministre du Budget et de la Protection de la consommation (n° P1275)

Base militaire de Bierset

Questions jointes de :

- M. Melchior Wathelet (cdH) (n° P1282)
- M. Robert Denis (MR) au ministre de la Défense (n° P1283)

Emission de gaz à effet de serre

Question de :

Mme Hilde Dierickx (VLD) au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions (n° P1287)

Payabilité des pensions des fonctionnaires

Question de :

Mme Annemie Turtelboom (VLD) au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions (n° P1288)



Liste de 24 gares qui seront rendues intégralement accessibles

Question de :

Mme Greet Van Gool (sp.a-spirit) au secrétaire d'Etat aux entreprises publiques, adjoint à la ministre du Budget et de la Protection de la consommation (n° P1290)

VOTES NOMINATIFS SUR LES MOTIONS

Une motion pure et simple est une motion qui vise uniquement à passer à l'ordre du jour. La motion pure et simple a la priorité de droit sur toutes les autres motions, à l'exception de la motion de confiance. L'adoption d'une motion pure et simple entraîne la caducité de toutes les autres motions (art.92bis du Règlement de la Chambre).

Si plusieurs motions de recommandation portent sur le même objet, celles déposées par des interpellateurs ont, lors du vote, la priorité de droit sur celles déposées par d'autres membres. L'ordre du vote est, pour chacune de ces deux catégories de motions, déterminé par l'ordre dans lequel celles-ci ont été déposées.

VOTES :

1. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

- M. Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) au secrétaire d'Etat aux Entreprises publiques, adjoint à la ministre du Budget et de la Protection de la consommation sur « les récriminations du ministre-président flamand contre la politique menée par la SNCB à l'égard des intérêts du port d'Anvers » (n° 797) (développées en réunion publique de la commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques du 8 mars 2006)

Deux motions ont été déposées (MOT 51 797/001)

- une motion de recommandation par Jan Mortelmans (Vlaams Belang) et Francis Van den Eynde (Vlaams Belang)
- une motion pure et simple par Camille Dieu (PS) et Olivier Chastel (MR)

La motion pure et simple est adoptée par 88 voix contre 43 et 2 abstentions



2. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

- M. Gerolf Annemans (Vlaams Belang) au ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique sur « la fusion du Suez avec Gaz de France et les conséquences de cette fusion pour le consommateur belge » (n° 806)
 - Mme Muriel Gerkens (Ecolo) au ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique sur « les garanties Suez/Etat belge suite au risque d'offre publique d'achat d'ENEL sur Suez » (n° 807)
 - Mme Simonne Creyf (CD&V) au ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique sur « la fusion entre Suez et Gaz de France » (n° 813)
- (développées en réunion publique de la commission de l'Economie, de la Politique scientifique, de l'Education, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture du 8 mars 2006)

Quatre motions ont été déposées (MOT 51 806/001)

- une motion de recommandation par Gerolf Annemans (Vlaams Belang) et Ortwin Depoortere (Vlaams Belang)
- une motion de recommandation par Muriel Gerkens (Ecolo)
- une motion de recommandation par Simonne Creyf (CD&V) et Melchior Wathelet (cdH)
- une motion pure et simple par Karine Lalieux (PS) et Bart Tommelein (VLD)

La motion pure et simple est adoptée par 87 voix contre 43 et 2 abstentions



QUESTIONS ECRITES

NOMBRE DE QUESTIONS ECRITES EN RETARD PAR MINISTRE (15/03/2006) (Session 2005-2006)

Le présent tableau mentionne par ministre le nombre de questions en retard, le nombre total de questions posées ainsi que le pourcentage que représentent les retards.

			%
1.	G VERHOFSTADT, Premier ministre	0	118 0,0
2.	L. ONKELINX, Justice	141	961 14,7
3.	D. REYNDERS, Finances	169	1187 14,2
4.	F. VAN DEN BOSSCHE, Budget	13	86
5.	F. VAN DEN BOSSCHE, Protection de la consommation	15	187
	Total.....	28	273 10,3
6.	P. DEWAEL, Intérieur	81	929 8,7
7.	K. DE GUCHT, Affaires extérieures	68	337 20,2
8.	A. FLAHAUT, Défense nationale	15	368 4,1
9.	M. VERWILGHEN, Economie	31	432
10.	M. VERWILGHEN, Energie	4	170
11.	M. VERWILGHEN, Commerce extérieur	14	67
12.	M. VERWILGHEN, Politique scientifique	27	100
	Total.....	76	769 9,9
13.	R. DEMOTTE, Affaires sociales	77	448
14.	R. DEMOTTE, Santé publique	138	715
	Total.....	215	1163 18,5
15.	S. LARUELLE, Classes moyennes	2	112
16.	S. LARUELLE, Agriculture	0	87
	Total.....	2	199 1,0
17.	A. DE DECKER, Coopération au développement	4	113 3,5



18. Chr. DUPONT, Affaires administratives	4	196
19. Chr. DUPONT, Intégration sociale	21	188
20. Chr. DUPONT, Politique des grandes villes	5	57
21. Chr. DUPONT, Egalité des chances	35	96
Total.....	65	537
		12,1
22. R. LANDUYT, Mobilité	49	446
		11,0
23. B. TOBBCACK, Environnement.....	6	94
24. B. TOBBCACK, Pensions	7	152
Total.....	13	246
		5,3
25. P. VANVELTHOVEN, Emploi	59	478
		12,3
26. H. JAMAR, Modernisation des finances, Lutte contre la fraude fiscale	4	62
		6,5
27. V. VAN QUICKENBORNE, Simplification administrative	0	78
28. D. DONFUT, Affaires européennes.....	1	53
		1,9
29. E. VAN WEERT, Développement durable.....	3	58
30. E. VAN WEERT, Economie sociale.....	2	62
Totaal.....	5	120
		4,2
31. G MANDAILA MALAMBA, Famille et personnes avec un handicap	4	84
		4,8
32. B. TUYBENS, Entreprises publiques	176	910
		19,3

NOMBRE DE QUESTIONS ECRITES EN RETARD PAR MINISTRE (15/03/2006)
(Session 2005-2006)

Ce tableau mentionne par ministre les questions en retard depuis plus de trois mois, ainsi que les retards de plus de six mois

	<u>Retard de plus de 3 mois</u>	<u>Retard de plus de 6 mois</u>
1. G VERHOFSTADT, Premier ministre	-	-
2. L. ONKELINX, Justice	22	83
3. D. REYNDERS, Finances.....	40	96



	<u>Retard de plus</u> <u>de 3 mois</u>	<u>Retard de plus</u> <u>de 6 mois</u>
4. F. VAN DEN BOSSCHE, Budget	1	11
5. F. VAN DEN BOSSCHE, Protection des consommateurs	1	2
Total.....	2	13
6. P. DEWAEL, Intérieur	25	27
7. K. DE GUCHT, Affaires étrangères	18	31
8. A. FLAHAUT, Défense	1	10
9. M. VERWILGHEN, Economie.....	16	11
10. M. VERWILGHEN, Energie	2	-
11. M. VERWILGHEN, Commerce extérieur	4	8
12. M. VERWILGHEN, Politique scientifique.....	5	12
Total.....	27	31
13. R. DEMOTTE, Affaires sociales	16	44
14. R. DEMOTTE, Santé publique	30	65
Total.....	46	109
15. S. LARUELLE, Classes moyennes	-	-
16. S. LARUELLE, Agriculture.....	-	-
Total.....	-	-
17. A. DE DECKER, Coopération au développement.....	-	3
18. Chr. DUPONT, Fonction publique.....	1	-
19. Chr. DUPONT, Intégration sociale	7	9
20. Chr. DUPONT, Politique des grandes villes	2	-
21. Chr. DUPONT, Egalité de chances	10	19
Total.....	20	28
22. R. LANDUYT, Mobilité	19	21
23. B. TOBBCACK, Environnement.....	3	-
24. B. TOBBCACK, Pensions	1	1
Total.....	4	1
25. P. VANVELTHOVEN, Emploi	15	23
26. H. JAMAR, Modernisation des finances, Lutte contre la fraude fiscale	2	1



	<u>Retard de plus de 3 mois</u>	<u>Retard de plus de 6 mois</u>
27. V. VAN QUICKENBORNE, Simplification administrative	-	-
28. D. DONFUT, Affaires européennes.....	-	-
29. E. VAN WEERT, Développement durable.....	1	-
30. E. VAN WEERT, Economie sociale.....	-	-
Total.....	1	
31. G. MANDAILA MALAMBA, Famille et personnes handicapées	-	3
32. B. TUYBENS, Entreprises publiques	48	61



RELATIONS PUBLIQUES

3 MARS 2006

RADIOSCOPIE DE L'ÉLITE POLITIQUE ÉLUE EN FLANDRE

La présentation de l'ouvrage intitulé « *Wie zetelt ? De gekozen politieke elite in Vlaanderen doorgelicht* » (Qui siège ? Radioscopie de l'élite politique élue en Flandre), suivie d'un débat, s'est déroulée le vendredi 3 mars à 11 heures à la Salle internationale. Au programme : une discussion avec un panel composé de Mme M. Smet, membre du Parlement flamand, de M. L. Tobback, bourgmestre, et de M. H. De Croo, président de la Chambre. M. Guy Janssens, journaliste à la VRT, fit office de modérateur.

Dans son exposé introductif, le président de la Chambre a précisé que l'analyse proposée dans l'ouvrage confirme le sentiment sur le terrain, à savoir une certaine professionnalisation, assortie d'un enseignement de base et d'une formation plus poussés, et une plus large adhésion aux grands courants politiques. L'ouvrage n'est pas encombré, comme c'est souvent le cas, de graphiques, statistiques ou autres chiffres sommaires, généralement difficiles à interpréter, mais a été conçu d'une manière originale. Il s'avère que ni la Chambre, ni le Sénat, ni le Parlement flamand ne reflètent la réalité politique flamande. Si tel était le cas, nous devrions compter, sur les 150 membres de la Chambre, une cinquantaine de membres âgés de 65 ans ou plus, dont deux tiers de dames respectables et grisonnantes. Toujours selon le président de la Chambre, le volume se lit facilement et présente des approches étonnantes et intéressantes. C'est un essai dont le titre provocateur « Qui siège ? » ne manquera pas, à juste titre, de susciter et de satisfaire, la curiosité de nombreux lecteurs.

L'auteur principal, M. Herwig Reynaert, a introduit le débat par un clin d'œil à l'actualité : à l'approche du 8 octobre, nous serons plutôt atteints de la fièvre électorale que de la grippe aviaire. La question essentielle qui se pose aujourd'hui et se posera l'année prochaine est dès lors la suivante : « qui siège ? ». L'objectif de l'ouvrage était de regrouper les résultats de l'étude et d'en déduire le profil de l'élu moyen.

M. Guy Janssens ouvre le débat par une question à Mme Pira : pourquoi est-elle retournée à la politique et peut-on encore parler aujourd'hui de véritable vocation politique ? Selon Mme Pira, son retour à la politique était plutôt dû au fait qu'on lui avait demandé de figurer en tête de liste et de ne pas refuser la proposition. Le modérateur considère en outre Mme Pira comme l'exemple idéal illustrant les thèmes traités dans l'ouvrage. Elle fait figure d'exemple tant de la *féménisation*, du *rajeunissement* que du *raccourcissement de la carrière*, les trois termes qui, selon l'enquête, caractérisent la politique actuelle. M. Tobback, bourgmestre, M. De Croo, président de la Chambre, dont l'entrée à la Chambre remonte déjà à 1968, et Mme Smet, qui achèvera sa carrière en 2009, ne constituent certainement pas des exemples de responsables politiques ayant une carrière de courte durée.



Mme Smet relève d'abord que les jeunes n'ont plus vraiment de « vocation » et sont moins disposés à se positionner en queue de liste ou à commencer une carrière au niveau local. Une place en ordre utile est également devenue une exigence. Mme Pira perçoit la situation différemment. Elle connaît, quant à elle, des personnes qui sont encore disposées à siéger au conseil communal, mais elle admet que la majorité souhaite une place en ordre utile. Mme Smet observe ensuite que l'aspect financier d'un mandat politique n'est pas abordé dans l'ouvrage. La précarité de l'emploi représente effectivement un facteur important dans la carrière politique et, en outre, le salaire des élus n'évolue pas.

Il ressort de l'ouvrage que le niveau de formation des députés s'est élevé alors que leur influence a diminué, ce qui réduit considérablement l'attractivité de la fonction. Ce paradoxe a retenu l'attention de M. Tobback. Mme Pira estime que le débat présente une image trop négative et elle perçoit, dans son entourage, un nouvel intérêt pour la politique, plus particulièrement dans les écoles. Selon le président de la Chambre, la transparence accrue de la politique constitue certainement un progrès pour la démocratie.

Des évolutions telles que la *féminisation*, le *rajeunissement* et l'*intellectualisation* caractérisent le profil d'un député. Alors que Mme Ingrid Pira constate que les femmes bourgmestres sont trop peu nombreuses, Mme Smet observe qu'il revient aux femmes elles-mêmes de prendre davantage l'initiative dans le cadre de la législation actuelle. Le président de la Chambre considère que la politique constitue le seul des cinq pouvoirs qui peut être appelé à se justifier, ce qui semble effrayer les (futurs) membres. On observe dès lors une désaffection croissante à l'égard du Parlement, ce qui n'est guère favorable à son image de marque. M. Tobback, bourgmestre, se demande quel est encore le pouvoir du Parlement, parce que la population ne proteste plus et se laisse trop souvent faire.

M. Janssens, modérateur, aborde ensuite le thème des provinces. M. Louis Tobback considère la province comme une instance qui fait double emploi et s'occupe de matières qui ressortissent également à d'autres niveaux. Le président de la Chambre est d'accord avec M. Tobback lorsqu'il décrit les différentes instances comme étant emmaillotées de toujours plus couches dont aucune n'est jamais retirée. Mme Miet Smet considère avant tout le niveau européen comme la pierre angulaire des structures de l'avenir, ce qui explique son succès. Outre la fonction ministérielle, les mandats européens offrent, à ses yeux, le travail le plus attractif, dans la mesure où l'on œuvre, au niveau européen, à la construction d'un projet d'avenir. M. Tobback confirme que le nombre de candidats à l'élection du Parlement européen ne cesse de croître, parce que les médias alimentent le sentiment que l'on peut réaliser davantage au niveau européen.

Enfin, M. Fiers, rédacteur en chef, présente trois défis. Premièrement, l'*intellectualisation* du profil politique requiert que l'on recherche une représentation équilibrée des différents groupes. Il craint que la suppression du vote de liste ne refoule encore davantage certains groupes (les allochtones, les femmes, ...). Deuxièmement, les partis politiques puissants lancent toujours leurs meilleurs candidats dans la bataille, sans que l'on sache clairement s'ils siégeront effectivement. Cette situation crée une grande confusion chez les électeurs. M. Fiers est toutefois convaincu qu'il est possible d'expliquer le système aux électeurs et plaide en faveur d'une élite politique flamande qui se concentre sur les thèmes flamands et qui ne passe pas d'un niveau à l'autre. Troisièmement, il aborde l'influence des médias qui pousse souvent les Flamands connus (les « candidats circonstanciels ») à faire leur entrée sur la scène politique. De ce fait, la vocation politique réelle devient un phénomène très rare. L'engagement politique peut toutefois reconquérir son attractivité, notamment par l'organisation de campagnes dans les écoles. La question de savoir « Qui siège ? » redeviendra ainsi actuelle et pertinente.



Wie zetelt ? De gekozen politieke elite in Vlaanderen doorgelicht. Daniël CONINCKX (Univ. de Hasselt), Régis DANDOYS (UCL), Sam DEPAUW (KU Leuven), Patrick DUMONT (Univ. de Luxembourg), Emmanuel GERARD (KU Leuven), Bart MADDENS (KU Leuven), Kirstof STEYVERS (Univ. de Gand), Tony VALCKE.

ISBN : 902096493

Prix de vente : € 22,50

Code NUR : 754 / Politicologie

Format : 170 x 240, paperback

Nombre de pages : 208

Édition : LannooCampus





RELATIONS INTERNATIONALES

MARDI 7 MARS 2006

VISITE DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA CHAMBRE ROUMAINE

Le 7 mars 2006, M. Rik Daems (VLD) succédant à M. Karel Pinxten en tant que président de la commission des Relations extérieures, a reçu M. Stefan GLAVAN, président de la commission des Affaires étrangères de la Chambre des Députés de Roumanie, accompagné de l'ambassadeur M. Ion JINGA. Tous deux ont plaidé la cause de l'adhésion de leur pays à l'UE (le Sénat belge entamait l'examen du projet de loi d'assentiment à ce traité d'élargissement le même jour).

M. Glavan a souligné d'une part les efforts de la Roumanie pour rencontrer les critiques émises en octobre dernier par la Commission européenne dans son rapport de suivi sur le degré de préparation à l'adhésion, et d'autre part le consensus en faveur de l'adhésion existant dans la population et au parlement roumains. En tout état de cause, les Roumains sont conscients que la date en principe retenue pour l'adhésion (le 1er janvier 2007, à moins que le rapport de monitoring que la Commission européenne doit publier le 16 mai prochain ne préconise un report d'un an) ne signifiera pas la fin du processus de transition : la transition et ses difficultés se poursuivront, même si la Roumanie bénéficiera alors du plein soutien de l'Union. En fait, l'effort à accomplir le plus important, c'est-à-dire celui de la pleine mise en œuvre des réformes, viendra après l'adhésion elle-même.

En ce qui concerne les mesures à prendre par la Roumanie pour tenir ses engagements vis-à-vis de l'Union, dix des onze critiques formulées en octobre dernier ont été rencontrées, estime l'ambassadeur. Un effort doit toutefois encore être fourni dans le domaine de la sécurisation des frontières (la Roumanie aura la plus longue portion de frontière extérieure de l'Union après la Finlande). En revanche, la Roumanie se targue d'ores et déjà d'avoir fortement réduit le problème de la corruption, dont le niveau est désormais assez proche de celui observé dans les pays occidentaux.

M. Daems s'est déclaré favorable à l'adhésion, tout en soulignant que les conditions fixées pour celle-ci devaient impérativement être respectées.

L'ambassadeur s'est félicité de l'excellence des relations belgo-roumaines, tout en déplorant la faiblesse des investissements belges dans son pays (un total de 66 millions d'euros, à comparer à des investissements néerlandais dépassant le milliard d'euros).





COMMUNIQUÉS DE PRESSE

COMMUNIQUÉS DE PRESSE DU PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

VOUS POUVEZ CONSULTER CES COMMUNIQUÉS DE PRESSE SUR NOTRE SITE : WWW.LACHAMBRE.BE, SOUS LA RUBRIQUE « À LA UNE » ET/OU « COMMUNIQUÉS DE PRESSE ».

➤ MERCREDI 15 MARS 2006

PRÉSENTATION À LA PRESSE DES NOUVEAUX UNIFORMES DU PERSONNEL DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

LUNDI 20 MARS 2006 À 12 HEURES 30

Lundi 20 mars 2006 à 12 heures 30, les nouveaux uniformes des membres du personnel de la Chambre des représentants seront présentés à la presse, en présence de M. De Croo, président de la Chambre, de Madame Magda De Meyer, Questrice, qui a suivi le projet, et des Questeurs.

Au programme :

- Mot de bienvenue du président
- Explication du projet par Madame De Meyer, Questrice
- Présentation des uniformes dessinés par Thierry Rondinet, Sprl Own (Bruxelles).





PUBLICATIONS

Cette rubrique mentionne quelques publications que la rédaction juge susceptibles d'intéresser le lecteur.

CHAMBRE

Documents parlementaires :

- 51 2310/001 (CHAMBRE)
3-1584/1 (SÉNAT)

Rapport sur l'état de la transposition des directives européennes en droit belge.





CONSEIL DES MINISTRES

Le texte ci-dessous mentionne les points qui figurent à l'ordre du jour du Conseil des ministres et qui sont susceptibles d'influencer les travaux parlementaires futurs. Il s'agit surtout d'avant-projets de loi approuvés par le Conseil des ministres. Le parlement fédéral entame l'examen d'un projet lorsque le gouvernement l'a déposé à la Chambre des représentants ou au Sénat. Le projet ne peut obtenir la sanction et être promulgué en tant que loi qu'après avoir été adopté par la Chambre et, dans certains cas, également par le Sénat.

Une information plus détaillée relative aux décisions du Conseil des ministres est disponible sur le site Internet du gouvernement fédéral: <http://fgov.be>. (rubrique Actualités)

➤ CONSEIL DES MINISTRES DU 10 MARS 2006

REDISTRIBUTION DU TRAVAIL

Modification des règles en matière de départ anticipé à mi-temps.

Sur proposition de M. Christian Dupont, ministre de la Fonction publique, le Conseil des ministres a approuvé, en deuxième lecture, un avant-projet de loi modifiant la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public ainsi qu'un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 10 avril 1995 portant exécution de cette loi. Lors du Conseil des ministres du 18 novembre 2005, il a été décidé de prolonger le départ anticipé à mi-temps et la semaine volontaire de quatre jours jusqu'au 31 décembre 2006. Le 14 décembre 2005, le Premier Ministre a conclu un accord avec les organisations syndicales du secteur public au sein du Comité commun à l'ensemble des services publics sur la prolongation de la semaine volontaire de quatre jours et du départ anticipé à mi-temps jusqu'au 31 décembre 2007. En outre, un accord a été conclu pour abroger la limite maximum de cinq ans pour le départ anticipé à mi-temps afin que les agents qui passent à ce régime à l'âge de 55 ans ne soient plus obligés de prendre leur retraite à l'âge de 60 ans. Cet assouplissement se situe dans la ligne du contrat de solidarité entre les générations, approuvé par le gouvernement le 10 octobre 2005. L'avant-projet de loi et les projets d'arrêtés royaux concrétisent ces décisions.



PRODUCTEURS D'ÉLECTRICITÉ

Prélèvement sur les sites de production d'électricité non-utilisés.

Sur proposition de M. Marc Verwilghen, ministre de l'Energie, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi relatif à un prélèvement visant à lutter contre la non-utilisation des sites de production d'électricité par un producteur, conformément à la décision du Conseil des Ministres du 26 octobre 2005. L'avant-projet donne une définition des sites de production considérés comme non utilisés. Ceux-ci doivent être déclarés par le producteur qui paie alors un prélèvement calculé en fonction de la superficie du site et de sa valeur vénale. Ce prélèvement est perçu par le Service public fédéral Finances.

INCRIMINATION DU MARIAGE FORCÉ

La Belgique, deuxième pays à sanctionner le mariage forcé.

Sur proposition de Mme Laurette Onkelinx, ministre de la Justice, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi qui permet de punir les personnes qui, par des violences ou des menaces, contraignent quelqu'un à conclure un mariage. Effectivement, cette pratique – bien que cachée – existe aussi en Belgique. Plusieurs recherches scientifiques en ont fait le constat :

- En 1999, la VUB a effectué, dans le cadre d'une étude, des interviews avec femmes turques et marocaines de Bruxelles et de Flandre :

- * des femmes interviewées de plus de 40 ans, 27% déclarent avoir été victime d'un mariage forcé,
- * des filles interviewées d'entre 17 et 24 ans, 13% des filles turques et 8% des filles marocaines déclarent avoir été victime d'un mariage forcé

- Entre décembre 2003 et juin 2004, l'UCL fait également une étude : 1200 élèves de la Communauté française d'entre 15 et 18 ans sont interviewés.

Jusqu'ici la Norvège était le seul pays à incriminer les mariages forcés. La Belgique sera donc le deuxième pays à incriminer les mariages forcés.

LE PLAN THÉMIS

Réforme de l'organisation judiciaire.

Sur proposition de Mme Laurette Onkelinx, ministre de la Justice, le Conseil des ministres a marqué son accord, en seconde lecture, sur la note de réforme de l'organisation judiciaire, le « Plan THEMIS », ainsi que sur l'avant-projet de loi instaurant la Commission de modernisation de l'Ordre judiciaire et le Conseil général des partenaires. Dans sa déclaration de juillet 2003, le Gouvernement a présenté son plan Thémis «pour une administration rapide de la Justice». La décentralisation de certaines compétences et la responsabilisation des chefs de corps et des magistrats étaient deux piliers de ce vaste projet de modernisation de notre appareil judiciaire.



ANNEXES





DEMANDES D'INTERPELLATION

Les demandes d'interpellation sont déposées au bureau de la Chambre qui les renvoie en réunion publique de commission. Sur avis de la conférence des présidents, le président peut toutefois décider qu'une interpellation présentant un intérêt général ou politique particulier sera développée en séance plénière ou décider de la transformer en question orale ou écrite.

➤ 817 **Intérieur**

Interpellation de Mme Simone CREYF au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur « l'application de l'article 69 de la loi linguistique du 18 juillet 1966 dans les zones de police de Bruxelles ».

➤ 818 **Affaires sociales**

Interpellation de M. Luc GOUTRY au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur « la nécessité d'affecter davantage de moyens financiers aux soins palliatifs ».

➤ 819 **Finances**

Interpellation de M. Hendrik BOGAERT au vice-premier ministre et ministre des Finances sur « le contrôle budgétaire 2006 ».

➤ 820 **Finances**

Interpellation de M. Carl DEVLIES au vice-premier ministre et ministre des Finances sur « l'incidence budgétaire de la réforme de l'impôt des sociétés ».

➤ 821 **Affaires sociales**

Interpellation de M. Koen BULTINCK au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur « les soins palliatifs ».

Idem n° 818 M. Luc GOUTRY

➤ 822 **Défense nationale**

Interpellation de M. Pieter DE CREM au ministre de la Défense sur « la fusion annoncée entre l'Hôpital militaire Reine Astrid et l'Hôpital Brugman ».





PROJETS DE LOI, PROPOSITIONS, RAPPORTS DE COMMISSIONS ET COMPTES-RENDUS

Les projets et propositions de loi déposés à la Chambre ainsi que les rapports de commission sont publiés sous forme de documents parlementaires.

Ces documents portent un numéro d'ordre principal attribué lors du dépôt à chaque projet ou proposition; suit un numéro subséquent attribué aux différents documents (texte de base, avis du Conseil d'État, amendements, rapports de commission etc.... qui s'y rattachent. Suit enfin la mention de la session parlementaire au cours de laquelle le projet ou la proposition a été déposé.

Tous les documents parlementaires relatifs aux projets de loi et propositions peuvent être obtenus auprès des services des Affaires générales de la Chambre ou au comptoir des documents de la Chambre (voir dernière page du bulletin: publications de la Chambre des représentants et du Sénat de Belgique).

Ils peuvent être consultés sur le site Internet de la Chambre: <http://www.lachambre.be>, sous la rubrique « Documents parlementaires ». Une sous rubrique mentionne les documents les plus récents.

Les comptes rendus des séances plénières et des commissions peuvent également être consultés sur le site, sous la rubrique « séances plénières », compte rendu analytique et intégral et sous la rubrique « commissions », discussion des textes de loi.





AVIS DU CONSEIL D'ETAT

La section de législation du Conseil d'État donne un avis motivé sur le texte d'un projet, d'une proposition de loi ou d'un amendement dont la Chambre est saisie lorsqu'elle y est invitée par le président de la Chambre. Celui-ci est tenu de solliciter cet avis lorsque 71 membres au moins ou la majorité des membres d'un groupe linguistique le demande. Il peut solliciter cet avis pour tout projet, proposition ou amendement à un projet ou proposition. (Pour mémoire, les avant-projets de loi du gouvernement doivent être soumis à l'avis du Conseil d'État).

La présente annexe mentionne les avis remis par le Conseil d'État à la demande du Président de la Chambre, lesquels sont publiés sous forme de document parlementaire. Il est également fait mention des textes pour lesquels le Président de la Chambre sollicite l'avis du Conseil d'État.

Les documents parlementaires peuvent être obtenus auprès du service des Affaires générales, du comptoir des documents de la Chambre ou auprès des imprimeurs (voir dernière page du bulletin: "publications de la Chambre des représentants et du Sénat de Belgique").

➤ **DOC 51 1929/002 DU 8 MARS 2006**

Avis du Conseil d'Etat n° 39.793/AG sur le projet de loi modifiant la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques.





COUR D'ARBITRAGE

La Cour d'Arbitrage a été créée en 1984, dans le cadre de la réforme de l'État, pour trancher les conflits de compétences entre État, Communautés et Régions. Depuis 1989, la Cour d'arbitrage est également chargée de juger de la conformité des lois, décrets et ordonnances aux principes constitutionnels d'égalité des citoyens et de la liberté d'enseignement. Elle peut recevoir les recours de citoyens à ce sujet. La Cour est enfin compétente pour répondre aux questions préjudiciales des tribunaux sur ces principes constitutionnels.

Les arrêts de la Cour d'Arbitrage sont intégralement publiés au Moniteur belge.

ARRÊT DE LA COUR D'ARBITRAGE	
n°	22/2006
prononcé le	15 février 2006
concernant	questions préjudiciales
disposition(s) en cause	articles 24, 33 et 97 de la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, articles 6 et 8 de la loi du 4 mai 1999 portant des dispositions fiscales et autres, articles 393bis et 394, § 2, du Code des impôts sur les revenus 1992
disposition(s) de renvoi	articles 10 et 11 de la Constitution
décision	Violation par les articles 24, 33 et 97 de la loi du 15 mars 1999 dans la mesure précisée par la Cour

Les articles 24 et 33 de la loi du 15 mars 1999, dont l'entrée en vigueur était fixée par l'article 92 de la même loi au jour de la publication de la loi (le 27 mars 1999) et non à partir de l'exercice d'imposition 1999, ont pour effet que le conjoint séparé de fait qui conteste après le 27 mars 1999 le recouvrement sur ses biens de l'imposition établie au nom de l'autre conjoint ne peut pas exercer le droit de réclamation réglé à l'article 366 du C.I.R. 1992 ni le droit de signaler des surtaxes (article 376 du C.I.R. 1992) en raison de l'expiration, avant le 27 mars 1999, des délais liés à l'exercice de ces droits.

La Cour d'arbitrage remarque que rien ne s'opposait à ce que le législateur assortît les nouvelles dispositions de mesures qui permettent à ce conjoint séparé, dans les cas où ce recouvrement fait l'objet d'une contestation en justice après le 27 mars 1999, d'exercer son droit de réclamation et de signaler des surtaxes, même lorsque les délais liés à l'exercice de ces droits doivent être considérés comme ayant expiré avant le 27 mars 1999.

La Cour estime que, dans la mesure où elles ne permettent pas d'exercer les droits susmentionnés, les dispositions en cause violent les articles 10 et 11 de la Constitution.



ARRÊT DE LA COUR D'ARBITRAGE

n°	26/2006
prononcé le	15 février 2006
concernant	questions préjudiciales
disposition(s) en cause	article 19, alinéa 2, de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées
disposition(s) de renvoi	articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme
décision	Violation dans la mesure précisée par la Cour

Il ressort de la disposition en cause qu'aucun recours n'est possible contre une décision du ministre compétent pour la sécurité sociale de renoncer ou non à une récupération des allocations aux personnes handicapées qui ont été indûment payées "*parce qu'il s'agit de cas dignes d'intérêt*".

La Cour d'arbitrage estime que cette faculté donnée au ministre établit, dans l'intérêt de l'administré, un critère sur l'application duquel le juge, sans qu'il puisse se substituer au ministre, doit pouvoir exercer un contrôle de légalité.

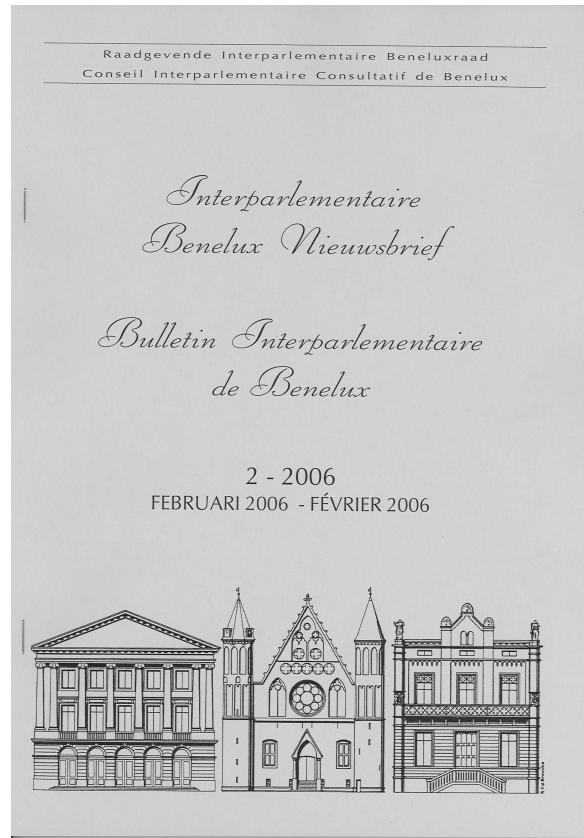
La Cour juge donc que dans la mesure où elle exclut tout recours juridictionnel contre de telles décisions, la disposition en cause viole les articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme.



ASSEMBLEES
PARLEMENTAIRES
INTERNATIONALES

Benelux

- CONSEIL INTERPARLEMENTAIRE CONSULTATIF DE BENELUX
Bulletin interparlementaire de Benelux - 2 - 2006
Février 2006







ADDENDA





AGENDA DES SEANCES PLENIERES ET DES REUNIONS DE COMMISSIONS

Les agendas des commissions et des séances plénières sont disponibles sur le site Internet de la Chambre (www.lachambre.be), rubriques « Agenda des réunions de commissions » et « Agenda des séances plénières ».

TABLEAU DES TRAVAUX LÉGISLATIFS
PROJETS DE LOI ET PROPOSITIONS EN COURS D'EXAMEN

Mise à jour au 21 mars 2006

Proposition :	initiative parlementaire
Projet :	initiative du gouvernement ou proposition adoptée par la Chambre ou le Sénat
C :	Chambre
S :	Sénat
CIR :	Code des impôts sur les revenus
UEBL :	Union économique belgo-luxembourgeoise
CONST :	Constitution

(1) La procédure législative est déterminée par les matières dont la Constitution attribue la compétence respectivement à la Chambre et au Sénat

- CONST, art. 74 matières de la compétence de la Chambre des représentants seule ;
- CONST, art. 77 matières de la compétence de la Chambre des représentants et du Sénat ;
- CONST, art. 78 matières de la compétence de la Chambre des représentants, mais pour lesquelles le Sénat dispose d'un droit d'évocation ;
- CONST, art. 81: si le Sénat, en vertu de son droit d'initiative, adopte une proposition de loi dans les matières visées à l'art. 78, le projet de loi est transmis à la Chambre.

(2) Les projets de loi qui n'ont plus été examinés en commission depuis deux mois ne figurent pas au présent tableau.

(3) Ces projets et propositions de loi sont en attente de promulgation. Ils réapparaîtront au présent tableau lors de leur publication au Moniteur belge.

OBJET	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :		ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUSETÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre					
Crise de producteurs de café	C 0027/1-SE/2003	Proposition de résolution	A – en commission le 08.03.06	-	-
<i>Relations extérieures</i>					
Elections – Incidence financière programmes électoraux		Propositions de loi (jointes)		D – en commission les 16.11.05 et 15.03.06	
C 0031/1-SE/2003	C 26.06.2003		78		
Calcul incidence financière programmes électoraux			77		
C 0032/1-SE/2003	C 26.06.2003				
<i>Intérieur</i>					
Transparence procédures liquidation à l'égard des tiers		Propositions de loi (jointes)		C 0060 : Sans objet	
C 0060/1-SE/2003	C 09.07.2003		78		
Sociétés déficitaires – Procédure de liquidation			78	A – en séance plénière le 14.03.06	
C 1906/1-2004/2005	C 01.07.2005				
<i>Droit commercial</i>					
Expériences télétravail à temps partiel administration fédérale		Proposition de résolution		D – en commission le 07.02.06	
C 0195/1-SE/2003	C 09.09.2003			-	-
<i>Affaires sociales</i>					

OBJET	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUSETÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI :	DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre	Propositions de loi (jointes)	D – en commission les 17.10, 18.10, 16.11, 23.11, 30.11.05, 11.01.06, 18.01, 01.02, 08.02 et 15.02.06	78	78	
	Admissibilité divorce – Un des conjoints étranger C 0223/1-SE/2003				
	Divorce – Désunion irrémédiable des époux C 0295/1-2003/2004				
	Divorce par consentement mutuel – Durée mariage C 0680/1-2003/2004				
	Réforme du divorce C 0728/1-2003/2004				
	Divorce sans faute – Désunion irrémédiable époux C 0737/1-2003/2004				
	Divorce séparation de fait de plus de deux ans – Conditions C 1354/1-2003/2004				
	Divorce par consentement mutuel simplification frais déductibilité fiscale C 1564/1-2004/2005				
	Divorce pour cause de désunion irrémédiable C 1738/1-2004/2005				
	Médiation en matière familiale C 1886/1-2004/2005				
	Divorce C 2069/1-2005/2006				
	Réforme globale du divorce C 2102/1-2005/2006				
	<i>Sous-commission « Droit de la famille »</i>				
	Proposition de loi			A – en commission le 14.02.06	
	Destination locaux d'officines pharmaceutiques C 0264/1-SE/2003			A – en séance plénière le 09.03.06	
	Santé publique				

OBJET		PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUSETÉ R : REJETÉ	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	DATE DÉPÔT :	ARTICLE CONST :				DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre	Propositions de loi (jointes)					
Parenté sociale C 0393/1-2003/2004	C 06.11.2003	78	<i>Droit de la Famille</i> : D – en commission les 20.04.05, 08.03.06 et 15.03.06			
Reconnnaissance titre de deuxième parent couples homoparentaux C 0520/1-2003/2004	C 01.12.2003	78	<i>Justice</i> : D – en commission les 24.05, 31.05, 07.06, 15.06, 22.06.05, 06.07, 12.07.05 et 14.02.06			
Adoption par des couples homosexuels C 0664/1-2003/2004	C 07.01.2004	78				
Adoption par couples du même sexe C 0666/1-2003/2004	C 08.01.2004	78				
Adoption par couples de même sexe C 0667/1-2003/2004	C 08.01.2004	78				
Adoption par des personnes de même sexe C 0980/1-2003/2004	C 30.03.2004	78				
Adoption par personnes de même sexe C 1144/1-2003/2004	C 19.05.2004	78				
Sous-commission « Droit de la Famille »						
Justice	Proposition de loi					
Service minimum – Missions service public et d'intérêt général C 0604/1-2003/2004	C 18.12.2003	78	D – en commission les 25.01.06 et 15.02.06			
Infrastructure	Propositions de loi (jointes)					
Panneaux ou affiches publicitaires – Plus de 4m ² C 0751/1-2003/2004	C 29.01.2004	77	D – en commission le 15.03.06			
C 0752/1-2003/2004	C 29.01.2004	78				
C 0753/1-2003/2004	C 29.01.2004	77				
<i>Intérieur</i>						

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUSET R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre				
Projet de loi (transmis par le Sénat)				
Cour des comptes – Consultation dossier S 0318/1-2003/2004 C 0766/1-2003/2004				
<i>Finances</i>				
Proposition de loi				
Enlèvement international d'enfants – Certificats d'identité pour enfants C 1349/1-2003/2004	78	A – en commission le 10.03.04 A – en séance plénière le 29.01.04	A – en séance plénière le 29.01.04	Loi du 12.05.04 M.B. 17.03.06
<i>Intérieur</i>				
Propositions de résolution (jointes)				
Besoins du patient atteint de la maladie d'Alzheimer C 1388/1-2004/2005 Politique traitement et accueil des déments C 0200/1-0000/2003	78		<u>Affaires sociales</u> : D – en commission le 05.11.03	
<i>Santé publique</i>				
Affaires sociales			<u>Santé publique</u> : D – en commission le 07.02.06	
Constitution – Article 22bis – Droits de l'enfant S 0265/1-2003/2004 C 1501/1-2004/2005	77	D – en commission les 27.04, 06.12.05, 16.01.06, 06.02 et 20.02.06	A – en séance plénière le 09.12.04	
<i>Révision de la Constitution</i>				

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUSET R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre				
Projet de loi (transmis par le Sénat)				
Administrateurs des sociétés – Publicité des rémunérations S 20.10.2004 C 10.12.2004		D – en commission les 05.07.05, 12.07, 18.10, 25.10.05 et 14.03.06		A – en séance plénière le 09.12.04
Propositions de loi (jointes)				
Publicité participations dans les sociétés cotées en bourse C 1505/1-2004/2005 C 14.12.2004	78			
Publication détail salaires et avantages dirigeants d'entreprises C 0243/1-SE/2003 C 02.10.2003	78			
Obligation de publier la rémunération de certains administrateurs C 1576/1-2004/2005 C 28.01.2005	78			
<i>Droit commercial</i>				
Etablissements soins – Normes sécurité & hygiène – Infections nosocomiales C 1565/1-2004/2005 C 20.01.2005	78	D – en commission les 01.02.05 et 21.02.06		
<i>Santé publique</i>				
Utilisation défibrillateurs par non-médecins C 1566/1-2004/2005 C 24.01.2005	78	A – en commission le 07.02.06 A – en séance plénière le 23.02.06		
Blanchiment – Recel – Confiscation C 1603/1-2004/2005 Justice	78	A – en commission le 13.02.06 A – en séance plénière le 09.03.06	Projet évoqué	Procédure Parlementaire terminée (3)

OBJET N° DU DOCUMENT :	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUSETÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre					
Justice	Projet de loi Commission des jeux de hasard – Contribution – Confirmation AR C 02.03.2005	78	A – en commission le 18.10.05 A – en séance plénière le 27.10.05	Projet non évoqué	Loi du 07.02.06 M.B. 21.02.06
Assimilation parts bénéficiaires à capital libéré financement entreprise C 11.03.2005	Proposition de loi	78	A – en commission le 13.12.05 A – en séance plénière le 22.12.05	Projet non évoqué	Loi du 31.01.06 M.B. 22.02.06
Finances	Projet de loi Autorité parentale – Hébergement C 1673/1-2004/2005			D – en commission les 09.03, 18.05, 01.06, 08.06, 15.06, 29.06.05, 06.07, 13.07, 17.10, 18.10, 26.10, 09.11, 07.12.05, 14.03.06 et 15.03.06	
	Propositions de loi (jointes)			78	
	Exécution forcée décisions relatives aux enfants C 0434/1-2003/2004			78	
	Espaces-rencontre procédure judiciaire C 0435/1-2003/2004			78	
	Droit relations personnelles avec les enfants C 0591/1-2003/2004			78	
	Résidence des enfants mineurs C 0975/41-2003/2004			78	
	Relations personnelles parents et enfants et grand-parents & petits-enfants C 0976/1-2003/2004			78	
	Autorité parentale – Hébergement secondaire C 1070/1-2003/2004			78	
	Divorce ou séparation de fait droit aux relations personnelles avec enfants C 1288/1-2003/2004			78	
	Parents divorcés – Enfants – Hébergement alterné C 1509/1-2004-2005			78	
	Sous-commission « Droit de la Famille »				

OBJET	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUSETÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre	Proposition de loi		A – en commission le 22.02.06		
Membres du barreau – Procédure disciplinaire C 1724/1-2004/2005		77	A – en séance plénière le 16.03.06		
Justice	Proposition de loi		D – en commission le 21.02.06		
Prélèvement et la transplantation d'organes – Opposition - Mineurs C 1837/1-2004/2005		78			
Santé publique	Proposition de loi		D – en commission le 21.02.06		
Etrangers – Mariage blanc – Pénalisation C 1861/1-2004/2005 S1477/1-2005/2006		78	A – en commission le 23.11.05	Projet non évoqué	Loi du 12.01.06 M.B. 21.02.06
Propositions de loi et proposition de resolution (jointes)					
Mariages fictifs C 0576/1-2003/2004		78			
Regroupement familial – Conditions C 1529/1-2004/2005		78			
Regroupement familial – Conditions C 1584/1-2004/2005		78			
Mariages de compaisance – Regroupement familial C 1590/1-2004/2005		78			
Regroupement familial – Durcissement des conditions C 1729/1-2004/2005		78			
<i>Intérieur</i>					

OBJET	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUSETÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre	Projet de loi Agents auxiliaires de police – Attributions C 21.06.2005	78	A – en commission le 25.01.06 A – en séance plénière le 09.02.06	Projet non évoqué	Procédure parlementaire terminée (3)
	Proposition de loi (jointe) Elargissement des missions des agents auxiliaires de police C 16.06.2004	78			
<i>Intérieur</i>	Proposition de loi Code pénal – Marchands de sommeil C 30.06.2005	78	A – en commission le 13.12.05 A – en séance plénière le 12.01.06	Projet non évoqué	Loi du 09.02.06 M.B. 28.02.06
<i>Justice</i>	Propositions de loi (jointes) Sociétés déficitaires – procédure de liquidation C 1906/1-2004/2005 Transparence procédures liquidation à l'égard des tiers C 09.07.2003	78 78	A – en commission le 14.03.06		
<i>Droit commercial/</i>	Projet de loi Réseau ferroviaire RER – Assentiment convention C 04.07.2005	77	A – en commission le 26.10.05 A – en séance plénière le 17.11.05	A – en séance plénière le 22.12.05	Loi du 17.06.05 M.B. 01.03.06
	<i>Infrastructure</i>				

OBJET	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	ARTICLE CONST :		A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUSETÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre	Projets de loi (joints) (transmis par le Sénat)		A – en commission le 15.03.06	<u>S 1127</u> : A – en séance plénière le 15.07.05	
	Tribunaux de l'application des peines S 1127/1-2004/2005 C 1960/1-2004/2005	S 20.04.2005 C 18.07.2005	77	<u>S 1128</u> : A – en séance plénière le 15.12.05	
	Libération conditionnelle – Trois quarts de la peine C 1319/1-2003/2004	C 26.08.2004	78		
	Statut juridique externe des détenus S 1128/1-2004/2005 C 2170/1-2005/2006	S 20.04.2005 C 16.12.2005	77		
	Propositions de loi (jointes)				
	Position de la victime – Libération conditionnelle C 1597/1-2004/2005	C 07.02.2005	78		
	Exécution de la peine – Statut de la victime C 1504/1-2004/2005	C 13.12.2004	78		
	Représentation victime commission de libération conditionnelle C 0301/1-2003/2004	C 16.10.2003	78		
	Libération conditionnelle – Droits des victimes C 0237/1-SE/2003	C 30.06.2003	78		
	Proposition de résolution				
	Tribunaux application des peines – Détenus et statut de la victime C 0438/1-2003/2004	C 17.11.2003			
	Relations extérieures				
Justice	Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 22.11.05	A – en séance plénière le 15.07.05	Loi du 20.01.06 M.B. 08.03.06
	Fédération de Russie exploration & utilisation espace à des fins pacifiques S 1212/1-2004/2005 C 1963/1-2004/2005	S 27.05.2005 C 18.07.2005	77	A – en séance plénière le 01.12.05	
	Relations extérieures				

OBJET	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUSETÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ		DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre	Projet de loi Réduction dette publique – Fonds vieillissement – Versements – Conditions C 1969/1-2004/2005 S 1445/1-2005/2006	78	C 1969 : A – en commission le 08.11.05 C 0180 : Sans objet	Projet non évoqué	Loi du 20.12.05 M.B. 14.03.06
	Propositions de loi (jointes) Fonds de vieillissement – Réduction dette publique C 0180/1-SE/2003 Vieillissement – Création d'une cagnotte-pension C 1191/1-2003/2004	78 78	C 1191 : R – en commission le 08.11.05 A – en séance plénière le 24.11.05		
<i>Finances</i>	Projet de loi (jointes) Intermédiation assurances surveillance services fin. Transp. directive C 1992/1-2004/2005 Intermédiation des assurances – Transposition directive C 1993/1-2004/2005	77 78	A – en commission le 13.12.05 A – en séance plénière le 12.01.06	C 1992 : A – en séance plénière le 02.02.06 C 1993 : Projet non évoqué	C 1992 : 1993 : Lois du 22.02.06 M.B. 15.03.06
<i>Economie</i>	Projet de loi Modification loi 4 juillet 1962 – Statistique publique C 2002/1-2004/2005	78	A – en commission le 18.01.06 A – en séance plénière le 02.02.06	Projet non évoqué	Procédure parlementaire terminée (3)
<i>Economie</i>	Projet de loi Evaluation personnel des services de police C 2009/1-2004/2005	78	A – en commission le 18.01.06 A – en séance plénière le 02.02.06	Projet non évoqué	Procédure parlementaire terminée (3)
					<i>Intérieur</i>

OBJET	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUSETÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre					
Proposition de loi		D – en commission les 14.02 et 21.02.06			
Comité prévention protection au travail - 50 à 20 travailleurs C 2031/1-2005/2006	C 26.10.2005	78			
<i>Affaires sociales</i>	Projet de loi		A – en commission le 15.02.06	Projet évoqué	Procédure parlementaire terminée (3)
Terrorisme – Flux d'information – Organe de coordination C 2032/1-2005/2006	C 17.10.2005	78	A – en séance plénière le 09.03.06		
	Proposition de loi (jointe)				
Lutte contre le terrorisme C 1462/1-2004/2005	C 25.11.2004	77			
	<i>Intérieur</i>				

OBJET N° DU DOCUMENT :	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUSETÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre					
Projet de loi Reconnaissance qualifications – Profession réglementée – Directive UE C 26.10.2005			A – en commission le 01.02.06 A – en séance plénière le 16.02.06	A – en séance plénière le 09.03.06	
<i>Economie</i>		78			
Projet de loi (transmis par le Sénat) Accord de coopération état fédéral et région flamande garde côtière S 1364/1-2004/2005 C 2100/1-2005/2006			A – en commission le 22.02.06 A – en séance plénière le 16.03.06	A – en séance plénière le 17.11.05	Procédure parlementaire terminée (3)
<i>Intérieur</i>		77			
Projet de loi Environnement – Evaluation – Participation du public C 2108/1-2005/2006			A – en commission le 10.01.06 A – en séance plénière le 10.01.06	Projet évoqué	Loi du 13.02.06 M.B. 10.03.06
<i>Santé publique</i>		78			
Projet de loi Budget des dépenses – Troisième ajustement C 2124/1-2005/2006			A – en commission le 13.12.05 A – en séance plénière le 22.12.05	-	Loi du 30.12.05 M.B. 24.02.06
<i>Finances</i>		74			
Projet de loi Officine pharmaceutique - Implantation C 2125/1-2005/2006			A – en commission le 14.02.06 A – en séance plénière le 09.03.06	Projet évoqué	Procédure parlementaire terminée (3)
<i>Santé publique</i>		78			
Projet de loi Distinctions honorifiques – Ordres nationaux C 2127/1-2005/2006			A – en commission le 22.02.06 A – en séance plénière le 16.03.06		
<i>Relations extérieures</i>		78			

OBJET	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUSET R : REJETÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre	Projet de loi (transmis par le Sénat)		D – en commission les 10.01.06, 01.02, 08.02, 15.02, 22.02, 08.03 et 15.03.06	A – en séance plénière le 01.12.05	
Code de procédure pénale S 0450/1-1-2003/2004 C 2138/1-2005/2006	S 13.01.2004 C 02.12.2005	77 78			
Propositions de loi (jointes)					
Notification recours en cassation C 0820/1-2003/2004	C 18.02.2004				
Procès pénal – Lecture des procès-verbaux C 0834/1-2003/2004	C 20.02.2004				
Jugement réputé contradictoire – Point de départ des délais de recours C 1185/1-2003/2004	C 03.06.2004	78			
Justice	Projet de loi		A – en commission le 14.02.05	A – en commission le 14.02.05	
Propriété intellectuelle – Traité – Application C 2158/1-2005/2006	C 16.12.2005	78	A – en séance plénière le 09.03.06	A – en séance plénière le 09.03.06	
Economie					

OBJET	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTE R : REJETÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI :	DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre					
Projets de loi (transmis par le Sénat)					
Statut juridique externe des détenus S 1128/1-2004/2005 C 2170/1-2005/2006	S 20.04.2005 C 16.12.2005	77	15.03.06	A – en séance plénière le 15.12.05	
Tribunaux de l'application des peines S 1127/1-2004/2005 C 1960/1-2004/2005	S 20.04.2005 C 18.07.2005	77			
Libération conditionnelle – Trois-quarts de la peine C 1319/1-2003/2004	Projet de loi (joint) C 26.08.2004	78			
Propositions de loi (jointes)					
Libération conditionnelle – Droits des victimes C 0237/1-0000/2003	Propositions de loi (jointes) C 30.09.2003	78			
Représentation victime commission de libération conditionnelle C 0301/1-2003/2004	C 16.10.2003	78			
Exécution de la peine – Statut de la victime C 1504/1-2004/2005	C 13.12.2004	78			
Position de la victime – Libération conditionnelle C 1597/1-2004/2005	C 07.02.2005	78			
Suppression de la libération conditionnelle C 2063/1-2005/2006	C 09.11.2005	78			
Infractions graves – Réclusion à perpétuité effective C 2091/1-2005/2006	C 21.11.2005	78			
Concours de plusieurs infractions C 2114/1-2005/2006	C 28.11.2005	78			
Proposition de résolution (jointe)					
Tribunaux application des peines – Détenus et statut de la victime C 0438/1-2003/2004	C 17.11.2003				
Justice					

OBJET		PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	DATE DÉPÔT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTE R : REJETÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre					
Titre professionnel – Profession intellectuelle prestataire de services C 16.12.2005	Projet de loi		D – en commission les 25.01.06, 07.02 et 15.03.06		
	Propositions de loi (jointes)	77 78			
Professions intellectuelles prestataires de service agréées C 12.07.2004		77			
Professions intellectuelles prestataires de service agréées C 12.04.2004		77			
<i>Economie</i>					
Emploi des langues Matière administrative – Fonctions management C 21.12.2005	Projet de loi		A – en commission le 22.02.06		
		78	A – en séance plénière le 23.02.06		
<i>Intérieur</i>					
Protection de la concurrence économique C 21.12.2005	Projet de loi		D – en commission les 21.02 et 07.03.06		
	Proposition de loi (jointe)	77 78			
Concentrations d'entreprises – Obligation de déclaration C 14.10.2003		78			
<i>Economie</i>					
Législation pharmaceutique – Transposition directive UE C 23.12.2005	Projet de loi		A – en commission le 14.02.06		
		78	A – en séance plénière le 09.03.06		
<i>Santé publique</i>					

OBJET	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SENAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUSETÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre	Projet de loi Gasoil – Habitation - Allocation C 2190/1-2005/2006	78	A – en commission le 25.01.06 A – en séance plénière le 09.02.06	Projet non évoqué	Loi du 22.02.06 M.B. 16.03.06
<i>Finances</i>	Projet de loi Entrepos douaniers – Dépôt temporaire - Garantie C 2192/1-2005/2006	78	A – en commission le 25.01.06 A – en séance plénière le 09.02.06	Projet non évoqué	Procédure parlementaire terminée (3)
<i>Finances</i>	Proposition de loi CPAS – Sans-abri – Dispositif d'urgence sociale C 2210/1-2005/2006	78	D – en commission les 07.02 et 07.03.06		
<i>Santé publique</i>	Projet de loi Pollution atmosphérique transfrontière S 1375/1-2005/2006 C 2211/1-2005/2006	77	A – en commission le 08.02.06 A – en séance plénière le 23.02.06	A – en séance plénière le 12.01.06	Procédure parlementaire terminée (3)
<i>Relations extérieures</i>	Projet de loi Benelux Lettonie réadmission personnes en séjour irrégulier S 1442/1-2005/2006 C 2212/1-2005/2006	77	A – en commission le 08.02.06 A – en séance plénière le 23.02.06	A – en séance plénière le 12.01.06	Procédure parlementaire terminée (3)
<i>Relations extérieures</i>					

OBJET	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUSETÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre					
Projet de loi (transmis par le Sénat)					
Intermédiation bancaire et distribution d'instruments financiers S 0377/1-2003/2004 C 2213/1-2005/2006					
<i>Finances</i>					
Projet de loi					
Personnel militaire - Syndicats C 2223/1-2005/2006	C 23.01.2006				
<i>Défense nationale</i>					
Projet de loi					
Marchés publics – Directives européennes C 2237/1-2005/2006	C 30.01.2006				
<i>Finances</i>					
Projet de loi					
Balance des paiements -Collecte d'informations - BNB C 2240/1-2005/2006	C 01.02.2006				
<i>Finances</i>					
Projet de loi					
CPAS - Secours – Psychiatrie C 2242/1-2005/2006	C 01.02.2006				
	Proposition de loi				
Personnes en séjour illégal – Equipements psychiatriques remboursement C 1261/1-2003/2004	C 01.07.2004				
<i>Santé publique</i>					

OBJET N° DU DOCUMENT :	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUSETÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre					
Proposition de loi Transport collectif des travailleurs salariés – Cotisation de solidarité C 02.02.2006			A – en commission le 08.02.06 A – en séance plénière le 09.02.06	Projet évoqué le 02.03.06 AM – en séance plénière du 16.03.06	
<i>Affaires sociales</i>				Délai d'examen : 60j.	
Projet de loi Transport – Mer – Air – chemin de fer C 02.02.2006			A – en commission le 22.02.06 A – en séance plénière le 16.03.06		
<i>Infrastructure</i>	Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 08.02.06 A – en séance plénière le 23.02.06	A – en séance plénière le 02.02.06	Procédure parlementaire terminée (3)
Convention Benelux marques et dessins ou modèles S 1452/1-2005/2006 C 03.02.2006					
<i>Relations extérieures</i>	Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 08.02.06 A – en séance plénière le 23.02.06	A – en séance plénière le 02.02.06	Procédure parlementaire terminée (3)
Couche d'ozone S 1489/1-2005/2006 C 03.02.2006					
<i>Relations extérieures</i>	Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 08.02.06 A – en séance plénière le 23.02.06	A – en séance plénière le 02.02.06	Procédure parlementaire terminée (3)
Union économique belgo-luxembourgeoise Congo investissements S 1515/1-2005/2006 C 03.02.2006					
<i>Relations extérieures</i>					

OBJET	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SENAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUSET R : REJETÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI :	DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre	Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 15.03.06	A – en séance plénière le 02.02.06	
Accord de coopération économie plurielle S 1459/1-2005/2006 C 2250/1-2005/2006		77			
Affaires sociales	Projets de loi (transmis par le Sénat) (Jointes)		A – en commission le 14.02.06 A – en séance plénière le 09.03.06	A – en séance plénière le 02.02.06	Procédure parlementaire terminée (3)
	Conseils de communauté et de région appellation « parlement » S 1405/1-2005/2006 C 2251/1-2005/2006	77			
	Communautés et régions assemblées législatives nouvelle dénomination S 1423/1-2005/2006 C 2252/1-2005/2006	77			
	Communautés et régions assemblées législatives nouvelle dénomination S 1424/1-2005/2006 C 2253/1-2005/2006	77			
Révision de la Constitution	Propositions de loi (Jointes)		A – en commission le 14.02.06 A – en séance plénière le 16.02.06	A – en séance plénière le 16.03.06	Procédure parlementaire terminée (3)
	Communautés et régions structures collectives – Allocation spéciale unique C 2265/1-2005/2006 S 1575/1-2005/2006	77			
	Communauté germanophone – Structures collectives – Allocation spéciale unique C 2266/1-2005/2006 S 1576/1-2005/2006	77			
	Communautés et régions structures collectives – Fonds d’attribution C 2267/1-2005/2006 S 1577/1-2005/2006	78			
	Révision de la Constitution				

OBJET	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUSSION R : REJETÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre	Projet de loi (transmis par le Sénat)	77	A – en commission le 14.03.06	A – en séance le 09.02.06	
Azerbaïdjan impôts sur le revenu et sur la fortune évasion fiscale S 1478/1-2005/2006 C 2275/1-2005/2006					
<i>Relations extérieures</i>	Projet de loi (transmis par le Sénat)	77	A – en commission le 14.03.06	A – en commission le 09.02.06	
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle sur droit d'auteur S 1487/1-2005/2006 C 2276/1-2005/2006					
<i>Relations extérieures</i>	Projet de loi (transmis par le Sénat)	77	A – en commission le 14.03.06	A – en commission le 09.02.06	
Accord de partenariat et de coopération CD Tadjikistan S 1498/1-2005/2006 C 2277/1-2005/2006					
<i>Relations extérieures</i>	Projet de loi (transmis par le Sénat)	77	A – en commission le 14.03.06	A – en commission le 09.02.06	
Coopération CE Costa Rica El Salvador Guatemala Honduras Nicaragua Panama S 1503/1-2005/2006 C 2278/1-2005/2006					
<i>Relations extérieures</i>	Projet de loi	78	A – en commission le 08.03.06		
Ressortissant étranger – Profession indépendante C 2298/1-2005/2006					
<i>Economie</i>					

OBJET	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SENAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUSETÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre	Projet de loi Greffes et parquets – Personnel - Statut C 2299/1-2005/2006	77	D – en commission le 14.03.06		
Justice	Proposition de loi Police judiciaire – Direction générale – Nomination C 15.02.2006	78	D – en commission le 15.03.06		
Intérieur	Projet de loi Budget – Règlement définitif – 2004 C 2307/1-2005/2006	74	A – en commission le 15.03.06		
Finances	Projet de loi Impôts sur les revenus – Revenus mobiliers C 15.02.2006	78	A – en commission le 15.03.06		
Finances	Projet de loi (transmis par le Sénat) Communauté européenne communauté Andine dialogue politique et coopération S 1504/1-2005/2006 C 2333/1-2005/2006		A – en commission le 14.03.06	A – en séance plénière le 09.03.06	
Relations extérieures		77			

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUSET R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI :
DATE DÉPÔT :				DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre				
Projet de loi (transmis par le Sénat)				
Accord de sécurité Occar S 1551/1-2005/2006 C 2334/1-2005/2006	S 01.02.2006 C 10.03.2006	A – en commission le 14.03.06	A – en séance plénière le 09.03.06	
<i>Relations extérieures</i>	77			

MONOGRAPHIES PUBLIÉES PAR LA CHAMBRE - BON DE COMMANDE

TITRE	EURO	NOMBR.	PRIX TOTAL
Législation La Constitution belge (avril 2002) <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG La Constitution belge – édition « hardcover » Loi du 13 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires, modifiée par la loi du 30 juin 1996	2,50 5,00 1,20	----- ----- -----	----- ----- -----
Série de brochures "Précis de Droit parlementaire" <input type="checkbox"/> L'irresponsabilité parlementaire (janvier 2006) <input type="checkbox"/> L'inviolabilité parlementaire (novembre 2000) <input type="checkbox"/> La Cour d'arbitrage : compétence, organisation et fonctionnement (octobre 2003) <input type="checkbox"/> L'influence des arrêts de la Cour d'arbitrage sur le travail parlementaire (novembre 2001) <input type="checkbox"/> Les lois spéciales de réformes institutionnelles (octobre 2001)	2,50 2,50 2,50 2,50 2,50	----- ----- ----- ----- -----	----- ----- ----- ----- -----
Information parlementaire <input type="checkbox"/> Liste d'adresses des députés - composition politique –groupes linguistiques -composition des commissions relevé statistique des activités <input type="checkbox"/> Dépenses électorales: élections 18 mai 2003 <input type="checkbox"/> Rapport annuel 2004-2005 <input type="checkbox"/> Règlement de la Chambre (octobre 2005) <input type="checkbox"/> L'Histoire de la Chambre des représentants <input type="checkbox"/> La faillite de la Sabena (rapport + annexes)	2,50 2,50 2,50 15,00 5,00	----- ----- ----- ----- -----	----- ----- ----- ----- -----
Fiches "info" parlementaires Informations sur les structures de l'État fédéral et fonctionnement du parlement fédéral <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG	1,20	-----	-----
Parlementum Belgicum Livre de photos	4,00	-----	-----
Film vidéo ou DVD: "Le Parlement fédéral de la Belgique" <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> DVD (vidéo N et F épuisé)	6,20	-----	-----
Cent ans de débats insolites à la Chambre et au Sénat ; Emile Toebosch, Chambre des représentants 2001 ; 182 pag. Gravure : "Vue de l'Hôtel des Etats Généraux à Bruxelles" encadrée Gravure : "Vue de l'Hôtel des Etats Généraux à Bruxelles" non encadrée « Le Parlement » (iconographie) « Le Palais de la Nation » (W. Van den Steene) Les députés 1894-1969 – facsimilé (Van Molle) Brochure « Dessins satiriques »	5 70,00 10,00 2,50 30,00 2,50 2,00	----- ----- ----- ----- ----- ----- -----	----- ----- ----- ----- ----- ----- -----
Divers Dépliant "Le Parlement fédéral de Belgique" <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG Dépliant "L'hémicycle – Chambre des représentants" <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N Pin au logo de la Chambre	gratuit gratuit 1,20	----- ----- -----	----- ----- -----

BON DE COMMANDE – MONOGRAPHIES DE LA CHAMBRE

A renvoyer à : Chambre des représentants - Service des Affaires générales – 1008 BRUXELLES

NOM _____

ADRESSE _____

Veuillez verser le montant correspondant au compte n° **000-0019220-14** de la Chambre des représentants – 1008 Bruxelles (IBAN BE94 0000 0192 2014 BIC BPOTBEB1)

La commande sera exécutée dès réception du paiement. Il n'est pas fourni de facture.

PUBLICATIONS DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS ET DU SÉNAT

	BELGIQUE		A L'ÉTRANGER	
	ABONNEMENT PAR SESSION PARLEMENTAIRE (1)	NUMÉROS SÉPARÉS	ABONNEMENT PAR SESSION PARLEMENTAIRE (1)	NUMÉROS SÉPARÉS
Compte rendu intégral définitif Chambre et Annales Sénat Reproduction intégrale des débats des Chambres législatives, dans la langue de l'orateur	80,00 euro (2)	1,80 euro (3)	225,00 euro (2)	5,00 euro (3)
Bulletin des questions et réponses Questions posées par les parlementaires et réponses du gouvernement (bilingue)	50,00 euro (2)	1,30 euro (3)	150,00 euro (2)	4,00 euro (3)
Compte rendu analytique Chambre Résumé des débats publié le lendemain des séances - bilingue	13,00 euro	0,50 euro	39,00 euro	1,50 euro
Informations parlementaires Bulletin hebdomadaire	13,00 euro	/	39,00 euro	/
(1) session parlementaire: en principe d'octobre à octobre (2) Chambre et Sénat (3) Chambre ou Sénat				
Informations et commandes pour les publications susmentionnées: Service Affaires générales - tel.: (02) 549 81 79 fax: (02) 549 82 74 Compte n° 000-1648428-10 de "Publications de la Chambre des représentants - 1008 Bruxelles" (IBAN BE41 0001 6484 2810 BIC BPOTBEB1) <i>Veuillez mentionner clairement:</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Nom et adresse complète du souscripteur - Adresse d'expédition si elle diffère de l'adresse du souscripteur - Description précise de la publication souhaitée (titre, date, numéro, session et langue) ➤ Le montant de l'abonnement est dû en totalité, quelle que soit la date de souscription; les numéros antérieurs à la date de paiement ne sont pas fournis ➤ L'abonnement prend cours dès réception du paiement et ne peut être résilié ➤ La Chambre n'est pas assujettie à la TVA 			
Documents parlementaires de la Chambre Projets et propositions de loi, amendements, propositions de résolution, rapports de commission, avis du Conseil d'État, etc. - abonnement complet avec budgets - abonnement complet sans budgets - abonnements thématiques - numéros séparés Frais administratifs en cas de commande de numéros séparés inférieure à 2,50 EUR : 0,75 EUR	BELGIQUE 0,06200 euro par page imprimée ÉTRANGER 0,06200 euro par page imprimée + frais de port	Informations et commandes: <u>Chambre des représentants:</u> Service des Affaires générales 1008 BRUXELLES tél.: (02) 549 81 58: renseignements (02) 549 81 60: commandes fax: (02) 549 82 74 Compte n° 000-1648428-10 de "Publications de la Chambre" Paiement dès réception du décompte		